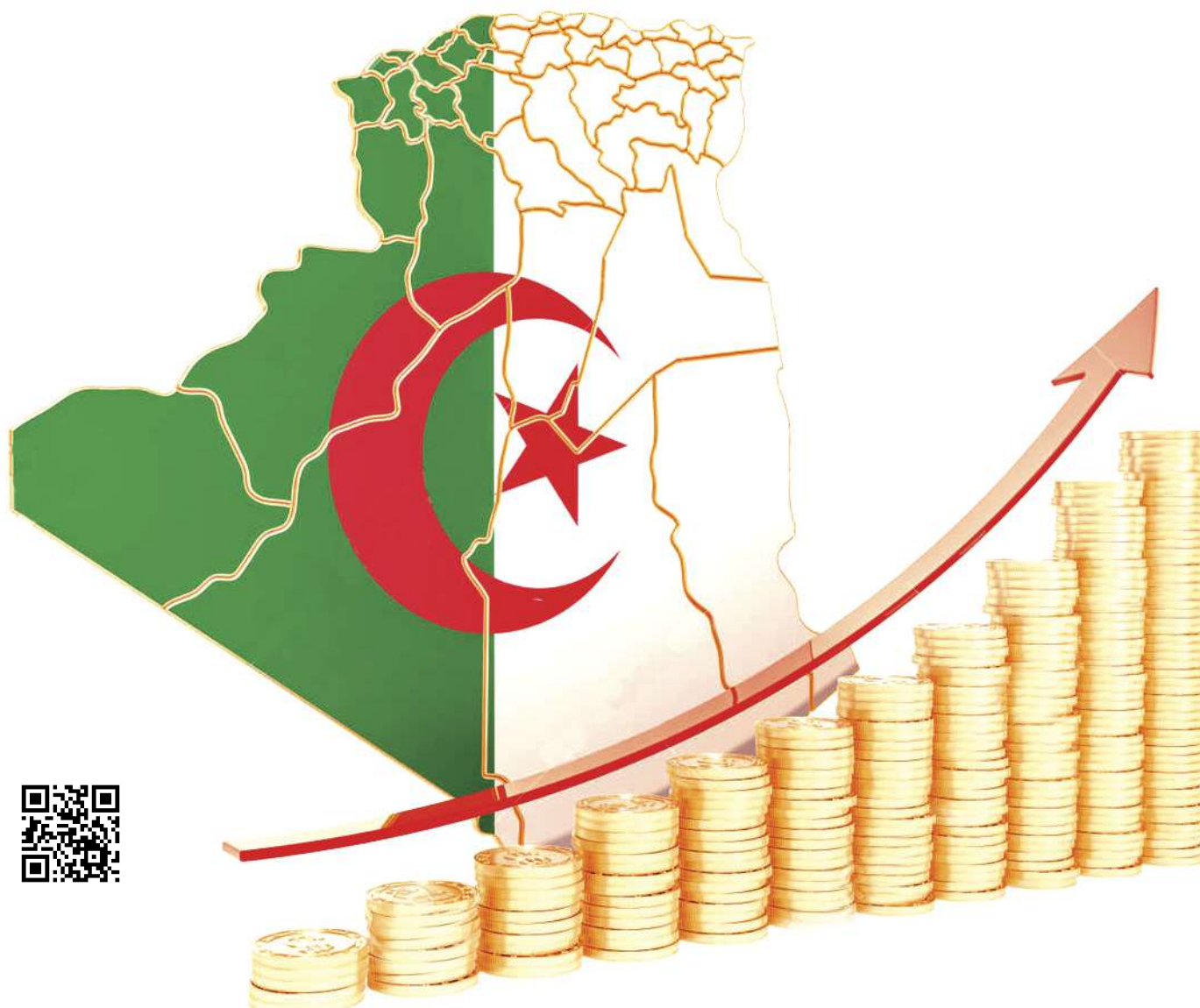


SITUATION ÉCONOMIQUE NATIONALE AU QUATRIÈME TRIMESTRE 2023

Croissance appréciable du PIB de 3,4%

Au quatrième trimestre 2023, les évaluations trimestrielles indiquent une croissance appréciable du Produit Intérieur Brut (PIB) de 3,4%, après avoir enregistré une croissance de 4,3% durant la même période de l'année 2022, indique l'Office national des statistiques (ONS) dans sa dernière Note sur les comptes nationaux trimestriels du 4^{ème} trimestre 2023. P 3



RÉALISATION DES PROJETS DE LOGEMENTS

Appel à relever le défi de la qualité

Le secrétaire général du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Saïd Attia a appelé, samedi à Alger, à la conjugaison des efforts de tous les acteurs afin de relever le défi de la qualité à la faveur des grands moyens mobilisés par l'Etat pour la réalisation des projets de logements, relevant le rôle central de l'architecte dans ce sens.

P 2

RENCONTRE NATIONALE SUR LES START-UPS À ANNABA

La diversification des domaines d'activité préconisée

Les start-up peuvent avoir un impact significatif sur notre économie. Elles ont le potentiel de créer de nombreux emplois, en particulier pour les jeunes diplômés et peuvent aider à réduire le taux de chômage en offrant des opportunités de travail dans des domaines tels que la technologie, l'innovation et les services. C'est pour cela que les pouvoirs publics y prêtent une attention particulière, principalement quant à leur financement. Une question qui a été abordée, hier dimanche, lors d'une réunion du Conseil des ministres.

P 5

UNE DÉLÉGATION DE 26 ENTREPRISES EN MISSION D'AFFAIRES À ALGER ET EL OUED

Les Polonais prospectent le marché algérien

La Pologne veut développer et renforcer ses échanges commerciaux et économiques avec l'Algérie. Une importante délégation de chefs d'entreprises de ce pays activant dans les domaines de l'agriculture, l'emballage, les EnR et l'eau sont en visite du travail et de prospection depuis hier dimanche à Alger. Ce groupe d'entreprises devrait participer au Salon professionnel de l'agroalimentaire « Djazagro » qui ouvrira ses portes aujourd'hui lundi, avant de se rendre à la wilaya d'El Oued.

P 3

DESSALEMENT D'EAU DE MER

Les stations de Cap Djinet et Fouka 2 raccordées au réseau avant fin 2024

HAUT-COMMISSARIAT À LA NUMÉRISATION ET HUAWEI CONSORTIUM

Un accord pour la réalisation d'un Data Center P 4

SÉCURITÉ SOCIALE ET DIALOGUE SOCIAL

L'expérience pionnière de l'Algérie saluée par l'OIT P 5

EL TARF

Une production de plus de 13.000 quintaux de liège attendue

La campagne de récolte de liège, prévue dans la wilaya d'El Tarf entre la mi-mai et septembre prochains, au titre de la saison 2023-2024, sur une superficie forestière de 3.150 hectares, se soldera par une production de plus de 13.000 quintaux, a-t-on appris, dimanche, auprès de la Conservation des forêts. La responsable du bureau des espèces protégées et de la réglementation de la chasse, Samiha Bentrada, a indiqué, dans une déclaration à l'APS, que cette production escomptée de 13.200 quintaux de liège sera atteinte grâce à un rendement moyen de 12 quintaux par hectare. Mme Bentrada a ajouté que l'opération de récolte du liège, confiée, cette saison, à l'Entreprise de génie rural d'El Kala, sera menée sur plusieurs zones forestières dont celles de Bouhadjar, d'El Kala, de Bougous, de Souarekh, d'El Aïoune, de Dréan et de Boutheldja, cette dernière étant considérée comme "pionnière" dans la production de ce matériau naturel issu du chêne-liège. La campagne de récolte de liège permettra de créer près de 300 emplois saisonniers qui profiteront à des jeunes sans emploi vivant dans les zones montagneuses et frontalières, riches en patrimoine forestier, en particulier le chêne-liège, a également affirmé la même responsable, précisant que la commercialisation du liège produit cette année générera plus de 100 millions de dinars. Mme Bentrada a également fait état d'un programme annuel portant sur l'extension et la régénération des zones plantées en chêne-liège, par le reboisement de centaines d'hectares de superficies touchées par les incendies.

R. E.

RÉALISATION DES PROJETS DE LOGEMENTS

Appel à relever le défi de la qualité

Le secrétaire général du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Said Attia a appelé, samedi à Alger, à la conjugaison des efforts de tous les acteurs afin de relever le défi de la qualité à la faveur des grands moyens mobilisés par l'Etat pour la réalisation des projets de logements, relevant le rôle central de l'architecte dans ce sens.

Synthèse Slimane T

Dans une allocution prononcée à l'occasion du 2e Congrès national du Conseil national de l'ordre des architectes (CNOA), placé sous le thème "Texte réglementaires, professionnalisme architectural et bâtisse à identité", le SG a mis en avant «les efforts colossaux consentis par l'Etat pour la réalisation des différentes formules de projets d'habitat et d'équipements publics».

Pour relever le défi de la qualité, le responsable a appelé à "la conjugaison des efforts en vue de créer des espaces confortables", soulignant le rôle de l'architecte étant "un élément clé" dans cette équation. Les architectes et les compétences algériennes à l'intérieur du pays ou à l'étranger sont appelés à "enrichir l'architecture nationale", a-t-il poursuivi, ajoutant que le CNOA était appelé à "s'acquitter de son rôle, tout en étant au diapason des politiques numériques et de la modernisation adoptées par l'Etat". M. Attia a mis l'accent, dans ce sillage, sur la formation continue des jeunes à travers des rencontres et des ateliers, à même d'ancrer de nouvelles normes en matière d'urbanisme, exprimant son souhait de voir le congrès sortir avec des



recommandations pertinentes. De son côté, le président du CNOA, Hassane Malkia a rappelé dans son allocution "les efforts consentis par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lorsqu'il était en charge du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville et qui a rassemblé les rangs des architectes dans un congrès inclusif, mettant en relief la coordination entre son organisme et ce ministère. Il a également affirmé que l'organisme a procédé à la numérisation de la base de données constitutive du tableau national des architectes et œuvre à la numérisation de toutes ces démarches administratives, relevant le retour de son organisme aux fora inter-

nationaux des architectes. Evoquant l'objectif du congrès, il a précisé qu' "il consiste à réviser et à proposer des textes réglementaires et autres législatifs pour l'organisation du travail de l'architecte du celui de l'Ordre national des architectes". Il convient d'indiquer que les travaux du congrès se poursuivent, samedi, par la tenue de plusieurs ateliers, à travers lesquels, les congressistes débattent de textes réglementaires relatifs au règlement intérieur de l'ordre, à la détermination des devoirs et des droits de l'architecte à l'adresse des autorités, de ses confrères et de ses clients, en sus d'un autre texte relatif à la formation professionnelle.

DESSALEMENT D'EAU DE MER

Les stations de Cap Djinet et Fouka 2 raccordées au réseau avant fin 2024

Les travaux de raccordement des stations de dessalement d'eau de mer (SDEM) Fouka2 (wilaya de Tipasa) et Cap Djinet (wilaya de Boumerdes) au réseau d'eau potable doivent être achevés avant fin 2024, a indiqué samedi à Boumerdes le ministre de l'hydraulique, Taha Derbal. Lors d'une visite de suivi des travaux de raccordement des SDEM de Fouka2 et Cap Djinet, le ministre s'est félicité du niveau d'avancement des deux projets avec des capacités algériennes, avant d'instruire les maîtres d'œuvre à maintenir la cadence de travail afin d'achever les travaux de raccordement des deux stations au réseau pour que

"l'eau potable parvienne au citoyen à la fin de l'année 2024", via ces deux SDEM. Cette visite a débuté au niveau du projet du complexe "Sahel" à Sidi Abdellah (Alger), composé de deux réservoirs où le ministre, accompagné du wali de Tipasa, Aboubakr Seddik Boucetta, et du wali délégué de Sidi Abdallah, Djamel Abdel-Moumen Ben Hadou, a appelé les différentes entreprises impliquées à œuvrer pour "exploiter au maximum" les ressources hydriques qui seront disponibles lors de la mise en service de la station, et ce, en réalisant les infrastructures aux normes établies.

Ces structures raccordées à la SDEM d'une capacité de 300.000 m3/j, doivent permettre d'éliminer les problèmes d'alimentation en eau potable dans les wilayas de Tipaza, Alger et Blida, selon M. Derbal. Ce projet de raccordement de la station de dessalement d'eau de mer Fouka 2 vise à renforcer et à sécuriser l'alimentation en eau potable de 17 communes de l'ouest de la wilaya d'Alger avec une capacité de 200.000 M3/j, ainsi que 9 communes de l'est de la wilaya de Blida à hauteur de 100.000 M3/j. Le raccordement comporte une première phase devant raccorder la SDEM au complexe "Sahel", composé de deux réservoirs

de 25.000 m3, via des conduites de 12,2 km pour un montant de 6,5 milliards de dinars (DA). La deuxième phase consiste à relier le complexe "Sahel" à la wilaya de Blida via un tronçon vers la commune de Hsainia (Blida Est), puis un second tronçon entre Hsainia et Meftah (Blida Est) pour un total de 10 milliards DA. Par ailleurs, accompagné de la wali de Boumerdes, Mme Fouzia Naama, le ministre a effectué une visite d'inspection au niveau du projet de raccordement en aval de la SDEM de Cap Djinet, d'une capacité de 300.000 m3/j également.

R. E.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programme.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

SITUATION ÉCONOMIQUE NATIONALE AU QUATRIÈME TRIMESTRE 2023

Croissance appréciable du PIB de 3,4%

Au quatrième trimestre 2023, les évaluations trimestrielles indiquent une croissance appréciable du Produit Intérieur Brut (PIB) de 3,4%, après avoir enregistré une croissance de 4,3% durant la même période de l'année 2022, indique l'Office national des statistiques (ONS) dans sa dernière Note sur les comptes nationaux trimestriels du 4^{ème} trimestre 2023.

Par Sirine R

En effet, cette croissance en volume a été soutenue notamment par les activités des industries manufacturières, du « Commerce, réparation automobiles et d'articles domestiques », de la « production et distribution d'électricité, de gaz », ainsi que du secteur des « Hôtels et des restaurations ». Ces secteurs ont enregistré des taux de croissance réelle respectifs de 6,3%, 8,6%, 6,8% et 15,6%, indique la même source. Entre le premier trimestre 2023 et le quatrième trimestre 2023, le Produit Intérieur Brut (PIB) en termes nominaux est évalué à 8 401,3 milliards de DA, 7 894,6 milliards de DA, 8 415,3 milliards de DA et 7 877,4 milliards de DA, respectivement. Il est à noter que le PIB nominal a enregistré des baisses respectives de 2,5% et de 1,3% au deuxième et au quatrième trimestre 2023. En termes de valeurs courantes, le PIB a diminué de 1,3% au quatrième trimestre 2023, par rapport à une forte hausse de 21,2% observée durant la même période en 2022.

32 588,7 milliards DA de PIB en 2023

Cette baisse de la valeur nominale du PIB, explique l'ONS, est largement attribuable à la chute des prix des hydrocarbures à l'échelle internationale, ce qui a entraîné une baisse du niveau général des prix de 4,5%, contre 16,2% au même trimestre de l'année précédente. Le PIB annuel en valeur courante pour l'année 2023, calculé sur la base des quatre trimestres, s'élève à 32 588,7 milliards de dinars, enregistrant une augmentation de 1,7% par rapport à l'année 2022. La croissance économique annuelle pour l'année 2023, calculée sur la base des quatre trimestres s'établit à 4,1%. S'agissant de l'évolution par secteur, le même document indique que la valeur ajoutée du

secteur agricole en volume a enregistré une augmentation de 2,6% au quatrième trimestre 2023, comparativement à une performance de 5,9% durant la même période de l'année 2022. Cette évolution s'explique par la hausse de l'activité agricole, bien que le rythme de croissance ait ralenti par rapport au même trimestre de l'année précédente. En revanche, la valeur ajoutée du secteur de la pêche a connu une légère baisse de 0,3%, au lieu d'une baisse de 1,0% une année auparavant.

Baisse de l'activité des industries extractives

Quant aux industries extractives, la valeur ajoutée de ces dernières a connu une baisse de 3,8% durant ce quatrième trimestre au lieu d'une baisse de 2,6% une année auparavant. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse de l'activité dans le secteur pétrolier. Les autres industries extractives ont enregistré une croissance positive par rapport à la même période de l'année précédente. En 2023, la valeur ajoutée des industries extractives a augmenté de 4,8%, marquant une amélioration significative par rapport à la baisse de 5,1% enregistrée en 2022. En outre, la valeur ajoutée du secteur des industries manufacturières, a connu un accroissement considérable de 6,3% au quatrième trimestre 2023, par rapport à une forte hausse de 10,0% le même trimestre de l'année précédente. Cette croissance est pour l'essentiel expliquée par les hausses enregistrées dans les activités de raffinage, des industries agroalimentaires et du textile. Au cours de l'année 2023, la valeur ajoutée des industries manufacturières s'est accrue de 1,6%, ce qui marque un ralentissement dans le rythme de croissance par rapport à l'augmentation de 12,8% enregistrée en 2022. Au quatrième trimestre 2023, le secteur d'électricité et du gaz a enregistré une croissance de 6,8% par rapport à une augmenta-

tion de 4,4% observée l'année précédente. En outre, le fait que toutes les activités incluses dans ce secteur aient enregistré des évolutions positives souligne la robustesse globale de ces activités. Le secteur de la construction a connu une décélération de son rythme de croissance, passant de 4,1% au quatrième trimestre 2022 à 2,3% à la même période de l'année 2023. En 2023, la valeur ajoutée de ce secteur a enregistré une croissance de 3,7%, marquant ainsi un ralentissement par rapport à l'année précédente où elle avait augmenté de 4,0%. Par contre les services avec toutes ses composantes ont pu dégager des croissances positives de leurs valeurs ajoutées.

Hausse des importations en volume de 32,5%

Par ailleurs, dans le domaine du commerce extérieur, les importations de biens et services ont enregistré une forte augmentation en volume de 32,5% au lieu d'une hausse de 10,1% au quatrième trimestre 2022. Cette évolution importante s'explique notamment par la hausse des importations de biens, enregistrant une augmentation de 36,4% au quatrième trimestre 2023, contre une augmentation de 7,7% au cours de la même période de l'année 2022. Les importations de services ont connu de leur côté une hausse de 6,5% au lieu d'une augmentation de 32,1% au cours du même trimestre de l'année précédente, explique l'ONS. Quant aux exportations de biens et services, ces dernières ont légèrement augmenté de 0,3% au quatrième trimestre 2023, en contraste avec une baisse de 2,7% observée durant la même période de l'année précédente. Les exportations de biens ont connu une baisse de 0,5% au lieu d'une baisse de 2,4% lors du même trimestre de l'année précédente. Par ailleurs, les exportations de services enregistrent une hausse de 6,1 % au lieu d'une baisse de 4,5% une année auparavant.

UNE DÉLÉGATION DE 26 ENTREPRISES EN MISSION D'AFFAIRES À ALGER ET EL OUED

Les Polonais prospectent le marché algérien

Par Zahir R.

La Pologne veut développer et renforcer ses échanges commerciaux et économiques avec l'Algérie. Une importante délégation de chefs d'entreprises de ce pays activant dans les domaines de l'agriculture, l'emballage, les EnR et l'eau sont en visite du travail et de prospection depuis hier dimanche à Alger. Ce groupe d'entreprises devrait participer au Salon professionnel de l'agroalimentaire « Djazagro » qui ouvrira ses portes aujourd'hui lundi, avant de se rendre à la wilaya d'El Oued. «Aujourd'hui nous avons le plaisir d'accueillir une importante délégation économique polonaise des régions de Wielkopolska et Podkarpacie, composée de chefs d'entreprise et de représentants de diverses industries. Cette mission vise à explorer les opportunités de coopération et d'investisse-

ment entre les deux pays, notamment dans les secteurs clés de l'économie algérienne», a souligné hier Patricia Patrycja Özcan-Karolewska, chargée des affaires à l'Ambassade de la Pologne en Algérie. S'exprimant lors d'une conférence de presse, l'intervenante a précisé que ces chefs d'entreprises prendront part dès aujourd'hui lundi au Salon professionnel de la production agroalimentaire « Djazagro » du 22 au 25 avril courant. Cette délégation va ensuite se rendre à la wilaya d'El Oued pour participer à un forum africain sur l'investissement et surtout explorer les opportunités d'investissement dans l'agriculture saharienne. «Je pense que cette mission sera très importante pour nos activités du futur et pour le secteur agricole ou nous voyons beaucoup de potentialités et opportunités d'affaires et des besoins ici en Algérie», dira-t-elle la chargée des affaires à l'Ambassade de la Pologne en Algérie. Cette der-

nière a réitéré l'engagement de son pays pour l'accompagnement de l'Algérie dans le développement des secteurs stratégiques tels que l'agriculture, l'eau et les EnR. Patricia Patrycja Özcan-Karolewska a noté que les relations économiques entre la Pologne et l'Algérie se développent d'une manière remarquable et le volume des échanges est en constante évolution d'année à l'autre. «En 2023, nous avons réalisé 445 millions d'euros d'échanges commerciales avec l'Algérie et beaucoup de possibilités se présentent pour l'augmentation de ce montant», affirme-t-elle. En effet, la Pologne, en tant que l'un des principaux producteurs de céréales et de lait, est prête à partager son expérience avec l'Algérie qui lui permettrait de développer d'avantage ces deux filières et réduire la facture d'importation alimentaire avoisinant les 10 milliards de dollars annuellement.

CONSEIL DES MINISTRES

Tebboune ordonne la révision des pensions de retraite

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, hier dimanche, une réunion du Conseil des ministres consacrée à l'examen de plusieurs dossiers. Lors de cette réunion, le Président Tebboune a donné son accord pour la révision des allocations et pensions de retraités de toutes catégories. Selon le communiqué de la Présidence de la République, la révision des allocations aux retraités intervient en reconnaissance de ce que cette catégorie de la société a fourni au service de la nation. En effet, à travers cette révision, l'Etat veut préserver le pouvoir d'achat des retraités, en améliorant leur cadre de vie. Concernant le financement des startups, le président de la République a ordonné de poursuivre le soutien de l'Etat, en impliquant le privé dans ce processus. Une démarche visant à contribuer efficacement à l'augmentation du taux de croissance de l'économie nationale. S'agissant de la révision du statut particulier du personnel médical et paramédical, le chef de l'Etat a ordonné au gouvernement d'approfondir ce statut.

COOPÉRATION

Une délégation de l'APN en visite aujourd'hui en République d'Azerbaïdjan

Une délégation parlementaire du groupe d'amitié « Algérie-Azerbaïdjan », effectue, du 22 au 25 avril, une visite à Bakou, capitale de l'Azerbaïdjan, a indiqué dimanche un communiqué de l'Assemblée populaire nationale (APN). La visite de la délégation parlementaire, présidée par le président de la Commission de la défense nationale de l'APN et président du groupe parlementaire d'amitié « Algérie-Azerbaïdjan », Gharbi Abdelbasset, intervient à « l'invitation de son homologue à l'Assemblée nationale d'Azerbaïdjan », a précisé la même source. Cette visite « verra l'organisation de plusieurs activités visant le renforcement des liens d'amitié et la promotion de la coopération parlementaire bilatérale », a ajouté la même source. La délégation parlementaire sera composée des députés Khouane Mohammed, Belhadj Fethi, Djabali Farida, Bouchama Ahmed, Tebbal Abdelkrim, Dekhli Rachid et Bencherif Mohammed Menaouar.

JIJEL

Fermeture de la RN43 à Ziam Mansouriah suite à un éboulement

La route nationale RN43 dans son segment reliant les wilayas de Jijel et Béjaïa, précisément dans la localité " Boulekhmais " à la commune de Ziam Mansouriah a été fermée devant la circulation suite à un effondrement "presque total" provoqué par un éboulement survenu samedi après-midi causant l'arrêt de la circulation, a indiqué samedi soir la Protection civile dans une publication sur sa page officielle d'un réseau social. La publication indique que "la RN43 est fermée devant la circulation, à la localité Boulekhmais à la sortie ouest de la commune de Ziam Mansouriah suite à un effondrement de la route, nécessitant la prudence".

CRIMINALITÉ Saisie de 82 faux billets en monnaies étrangères à Tissemsilt

Le service de wilaya de la police judiciaire de Tissemsilt a opéré la saisie de 82 faux billets en monnaies étrangères, sous formes de billets de 100 Dollars US, a-t-on appris, samedi, de la direction de la Sûreté de wilaya. La cellule de communication de ce service a souligné que cette affaire, qui a été traitée suite à l'exploitation d'informations selon lesquelles un individu était en possession de faux billets en devises, le suspect a été identifié et un plan a été mis au point pour son arrestation. L'enquête a également permis d'identifier deux autres éléments du réseau, qui ont été arrêtés, ainsi que le fournisseur des faux billets. Après l'accomplissement des procédures légales, une procédure judiciaire a été engagée contre les suspects, qui ont été présentés devant le procureur de la République auprès du tribunal de Tissemsilt.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

HAUT-COMMISSARIAT À LA NUMÉRISATION ET HUAWEI CONSORTIUM

Un accord pour la réalisation d'un Data Center

Le Haut-Commissariat à la Numérisation et Huawei Consortium ont signé, samedi à Alger, un accord portant réalisation du Centre national algérien des prestations numériques (Data Center). Dans une déclaration à la presse, Mme Meriem Benmouloud , Haut Commissaire à la numérisation, qui a présidé la cérémonie de signature en présence de l'ambassadeur de la Chine en Algérie, M. Li Jian et du PDG de la société Huawei Télécommunications-Algérie, a indiqué que la signature de cet accord permettra "d'avancer à pas fermes vers la concrétisation des orientations judiciaires du président de la République,

M. Abdelmadjid Tebboune, visant à parvenir à la gouvernance numérique, avec la modernisation des institutions de l'Etat et l'amélioration de ses prestations". Pour la responsable, la réalisation de ce projet "permettra d'héberger et de centraliser les données nationales à l'intérieur du pays, à même de contribuer au renforcement de la souveraineté numérique du pays" et à la consolidation de la coopération entre les deux pays, liés par un partenariat stratégique global". Mme Benmouloud a affirmé, dans ce cadre, que le transfert d'expertises dans ce domaine de projets à haute technologie nécessiterait l'implication des ac-

teurs dans la numérisation et des partenaires économiques algériens. Ce projet permettra, a-t-elle ajouté, d'obtenir une infrastructure de technologies de pointe en vue d'assurer l'accès, de manière numérique unifiée et unique, aux prestations publiques et d'héberger les solutions et les données, créer une base de données et introduire l'exploitation des technologies avancées comme l'intelligence artificielle (IA) et les Big Data. De son côté, l'ambassadeur chinois a affirmé que Huawei Consortium œuvrera, à travers ce projet, au transfert des nouvelles technologies en matière de numérisation, afin que des compétences algériennes puissent en bénéficier.

SAISON ESTIVALE ET RENTRÉE SCOLAIRE

Riche programme du CRA en préparation

La présidente du Croissant Rouge algérien (CRA), Ibitissam Hamlaoui a fait état, samedi à Alger, de la préparation d'un programme "riche", en prévision de la saison estivale et de la prochaine rentrée scolaire. Invitée du Forum du quotidien "El Moudjahid, Mme Hamlaoui a indiqué que le CRA préparait un programme "dense", en prévision de la saison estivale et de la prochaine rentrée scolaire, portant sur plusieurs axes, dont l'organisation d'une campagne nationale sur l'eau.

Il s'agit de la distribution de l'eau potable pour les usagers de la route, lors de la hausse des températures, en sus de la mise en place d'un plan de riposte rapide, à savoir notamment, les opérations de distribution de denrées alimentaires, de médicaments, de draps et de couvertures. Concernant la prochaine rentrée scolaire, la même responsable a indiqué que le CRA a élaboré un programme d'accompagnement au profit de 100.000 familles au niveau national, consistant notamment en la distribution de

cartables scolaires équipés, de tabliers et de vêtements. Mme Hamlaoui a, d'autre part, rappelé le bilan de cette organisation, durant le mois écoulé de Ramadhan, à savoir la distribution de plus de 152.000 colis alimentaires au profit des familles démunies, à travers tout le territoire national, la mobilisation de 226 restaurants, dont 3 tentes géantes, en sus de l'organisation d'opérations de circoncision collective et la distribution des vêtements de l'Aid pour enfants parmi des familles démunies et les orphelins.

La présidente du CRA a, par ailleurs, souligné que son organisation poursuivait les sessions de formation en matière de premiers secours qui a touché, a-t-elle dit, 5.000 bénéficiaires au niveau national, citant le centre de formation dans les premiers secours relevant du CRA et disposant des équipements spéciaux. L'intervenante a en outre assuré que le CRA poursuivra son programme relatif à l'ouverture de centre d'accompagnement d'enfants autistes, et ce dans plusieurs wilayas du pays.

LE SMART TV LG UHD 4K

Une Révolution dans l'Expérience Télévisuelle

Pour les passionnés de jeux, le téléviseur LG UHD 4K est équipé d'un Optimiseur de Jeu avancé, garantissant une expérience de jeu ultra-fluide et réactive, avec des fonctionnalités avancées telles que l'ALLM et l'eARC.

Avec son design minimaliste et son bord fin, le Smart TV LG UHD 4K se fond harmonieusement dans n'importe quel intérieur, ajoutant une touche de modernité à votre espace de vie.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTÈRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 18 أفريل 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 18 avril 2024

Prix du détail ¹ DA / Kg		أسعار التوزيع دج / كغ			المنتجات
		متوسط	أعلى	أدنى	
Produits		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	95	110	81	البطاطا
	Tomate	93	108	77	الطماطم
	Oignon sec	114	123	105	البصل الجاف
	Ail sec	482	553	411	الثوم الجاف
	Carotte	88	97	78	الجزر
	Navet	95	104	87	لفت
	Petit pois	163	180	146	الجلبانة
	Fève verte	89	101	77	الفول الأخضر
	Courgette	89	99	79	الكوسة
	Haricot vert	335	361	309	الفاصولياء الخضراء
Laitue	103	115	91	الطبخ	
Fruits frais	Pomme locale	466	573	358	التفاح المحلي
	Datté	551	677	426	التمر
	Orange	181	217	145	البرتقال
	Citron	163	183	143	الليمون
	Banane	416	429	403	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1701	1816	1587	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	435	448	422	الدجاج
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)

RENCONTRE NATIONALE SUR LES START-UPS À ANNABA

La diversification des domaines d'activité préconisée

Les start-up peuvent avoir un impact significatif sur notre économie. Elles ont le potentiel de créer de nombreux emplois, en particulier pour les jeunes diplômés et peuvent aider à réduire le taux de chômage en offrant des opportunités de travail dans des domaines tels que la technologie, l'innovation et les services. C'est pour cela que les pouvoirs publics y prêtent une attention particulière, principalement quant à leur financement. Une question qui a été abordée, hier dimanche, lors d'une réunion du Conseil des ministres.

Par Réda Hadi

La question reste autant d'actualité qu'importante. Au jour d'aujourd'hui il a été recensé plus de 5.000 start-up, dont près de 900 ont obtenu le label «Start-up» ou celui de «Projet innovant» au moment où le nombre d'incubateurs actifs sur le territoire national serait, lui, passé de 14 à 100 au cours des trois dernières années. Après la création d'un ministère délégué chargé de l'Economie de la connaissance et des startups et la mise en place d'un cadre juridique définissant le statut d'une start-up et les avantages accordés à ce type d'entreprises, la création d'un fonds de soutien aux start-up entre dans le cadre de la volonté de l'Etat d'accompagner l'émergence de champions nationaux de l'économie. Si la question du financement reste essentielle à l'éclosion des talents, il n'en demeure pas moins que des participants à une rencontre sur ce thème à Annaba (rencontre nationale sur "l'incubation et l'accélération des start-ups") ont mis en relief la diversification des domaines d'activité. Pour eux, il est important de diversifier les domaines d'activité de ces entreprises innovantes et d'encourager les jeunes start-upers à faire preuve "d'audace et de créativité" dans le lancement de leurs activités. Au cours de cette rencontre, il a été souligné

aussi le rôle des incubateurs d'entreprises et des accélérateurs de start-ups dans la culture du management en tant que garantie de l'efficacité économique du projet. Karim Brouri, représentant du ministère de l'Economie de la Connaissance, des Start-Up et des Micro-Entreprises, a précisé, dans ce contexte, que les incubateurs d'entreprises ont un "rôle clé" dans l'explication des règles du management aux porteurs de projets, qui doivent également maîtriser les aspects liés à la rentabilité et à l'efficacité économique. Il a ajouté que des "efforts importants" ont été consentis par les pouvoirs publics pour développer des mécanismes juridiques et créer un écosystème entrepreneurial propice au développement des startups, soulignant, à ce titre, l'importance des pépinières d'entreprises pour guider les lanceurs de start-ups et les porteurs de projets innovants et leur permettre de maîtriser et d'exploiter ces mécanismes afin d'assurer l'efficacité de leur projet et de garantir la pérennité et la valorisation de leur activité. Il faut se rappeler que l'Algérie a adopté une démarche qui vise l'encouragement de la culture entrepreneuriale à travers la promotion de la création de start-up, types d'entreprises émergentes à caractère créatif et innovant, et ce, à travers un ensemble de mesures de dispositifs d'ordre financier et réglementaire, qui visent à créer un environnement favorable et

un écosystème propice à l'innovation. Le représentant du Ministère l'Economie de la Connaissance, des Start-Up et des Micro-Entreprises, a insisté lors de cette rencontre sur l'importance du "travail participatif" et de "l'échange de connaissances et d'expériences dans ce domaine, en vue de développer des entreprises émergentes et mettre en valeur leur activité", soulignant, également, la "nécessaire contribution des différents acteurs à la création d'un écosystème entrepreneurial à même de constituer un encouragement de l'innovation et du développement de ce type d'entreprises". M. Brouri a indiqué, dans le même contexte, que l'Algérie, enregistre à l'heure actuelle plus de 2.500 projets innovants, et a doté 900 jeunes entrepreneurs du "label start-up". L'Algérie, en se classant au deuxième rang en Afrique, démontre son engagement en faveur de l'innovation et de l'entrepreneuriat. Cependant, cette reconnaissance mondiale souligne également le potentiel inexploité de l'écosystème des start-up en Algérie et les opportunités à saisir pour favoriser davantage son expansion. Les pouvoirs publics, le secteur privé et la communauté entrepreneuriale algérienne peuvent collaborer pour créer un environnement propice à la croissance continue des start-up et à l'essor de l'innovation dans le pays.

INDUSTRIE/ BOUIRA

Raccordement de la zone industrielle de Dirah au réseau d'énergie électrique

La zone industrielle de Dirah (Sud de Bouira), a été raccordée au réseau d'électricité à partir des postes-sources de 60/30 KV de Sour El Ghouzlane et de Sidi Aissa (M'Sila), a-t-on appris dimanche auprès de la direction de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz). Nouvellement créée pour abriter d'importants projets industriels, la zone de Dirah s'étend sur une superficie de près de 800 hectares. Elle a bénéficié du projet de raccordement ayant porté sur la réalisation de deux lignes électriques à partir de deux postes-sources de 60/30 KV de Sour El Ghouzlane et de Sidi Aissa. "Une enveloppe de l'ordre de 61 millions de dinars a été al-

louée pour la réalisation de deux lignes électriques d'une longueur de 12 km afin d'alimenter cette importante zone industrielle devant abriter des projets", a expliqué à l'APS le directeur de distribution, Mohamed Taïbi. Les travaux de raccordement ont pris fin bien avant la fin de l'opération d'aménagement qui est toujours en cours à Dirah, selon M. Taïbi, qui a réitéré l'engagement des services de la Sonelgaz à alimenter tous les investisseurs désirant concrétiser leurs projets dans cette nouvelle zone sise dans la localité de "Lechouaf", à une cinquantaine de km au sud de Bouira. Les travaux d'aménagement d'une première partie (de 250 ha) de la zone indus-

trielle de Dirah, ont été lancés en mois d'août 2023, pour un montant financier de 2,5 milliards de dinars et pour un délai de réalisation de 10 mois, selon la fiche technique du projet. La wilaya de Bouira dispose de deux zones industrielles, dont celle de Sidi Khaled à Oued El Bardi, qui abrite une série de projets. Plusieurs entreprises comme Magpharm et Biopharm, y ont implanté leurs unités de production de médicaments. Des centaines de postes d'emplois ont été générés grâce à ces investissements qui ont boosté l'économie locale.(APS)

SÉCURITÉ SOCIALE ET DIALOGUE SOCIAL

L'expérience pionnière de l'Algérie saluée par l'OIT

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, M. Fayçal Bentaleb, s'est entretenu, hier à Alger, avec le directeur général de l'Organisation internationale du Travail (OIT), M. Gilbert Houngbo, sur les voies et moyens de renforcer la coopération avec cette agence onusienne. Intervenant en marge de la visite effectuée par le directeur général de l'OIT en Algérie (du 20 au 23 avril), à la tête d'une importante délégation, la rencontre a été l'occasion pour les deux parties «d'échanger les vues sur les voies à même de renforcer la coopération avec cette agence onusienne et de mettre en avant les grands efforts consentis par l'Algérie pour la promotion du travail décent, du dialogue et de la protection sociale». En effet, après avoir salué «l'expérience pionnière de l'Algérie dans le domaine de la sécurité sociale et du dialogue social», M. Houngbo s'est félicité des «bonnes» relations liant l'OIT et l'Algérie dans les domaines du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale, exprimant «l'entière disposition de l'organisation à renforcer et à approfondir cette coopération». A son tour, M. Bentaleb a mis en avant «l'expérience de l'Algérie en matière de promotion du dialogue social, insistant sur les acquis réalisés au profit des travailleurs dans le domaine de la sécurité sociale et du travail décent, ainsi que l'évolution enregistrée dans les mécanismes de l'emploi et le système de sécurité sociale en Algérie». Cette rencontre s'est déroulée en présence du secrétaire général et du chef de cabinet du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, ainsi que de cadres du ministère et des représentants du Bureau de l'OIT en Algérie. Il convient de rappeler que «l'Algérie qui abrite le bureau de l'OIT pour les pays du Maghreb depuis 1967, compte plusieurs programmes de coopération avec ce bureau, étant considéré comme l'un des pays pionniers en matière de promotion du dialogue et de la protection sociale, en consécration de l'Etat social fondé sur les valeurs et principes de la justice sociale».

S R.

PÊCHE À AIN DEFLA

Ensemencement prévu de 150.000 alevins de Tilapia rouge en 2024

Un semencement de pas moins de 150.000 alevins de tilapia rouge est prévu cette année dans la wilaya d'Ain Defla, dans le cadre de la promotion de l'aquaculture intégrée à l'agriculture, a-t-on appris, dimanche, de la direction locale de la Pêche et de l'Aquaculture. Le premier responsable du secteur, Abdelhakim Lazaar, a indiqué à l'APS que "150.000 alevins de Tilapia rouge seront semencés cette année au niveau de plusieurs communes de la wilaya en vue de développer l'aquaculture intégrée à l'agriculture", ajoutant que la première opération d'ensemencement

de 10.000 alevins a eu lieu mardi dernier dans la commune d'El Abadia. L'opération d'ensemencement s'inscrit dans le cadre de la politique et la stratégie du secteur qui consiste à développer cette filière en exploitant les bassins agricoles dans le but d'augmenter la production halieutique nationale, a souligné M. Lazaar. Des opérations d'ensemencement sont également prévues dans les semaines qui viennent à travers d'autres communes de la wilaya, a-t-il affirmé, indiquant que près 8 agriculteurs se sont engagés pour semencer leurs bassins et plusieurs autres ont affiché

leur intérêt pour se lancer dans cette activité. "Nous avons mené une grande campagne de sensibilisation pendant des mois au profit des agriculteurs de la wilaya pour pouvoir les convaincre de l'importance de cet investissement", a ajouté le premier responsable du secteur. Il a fait savoir, à cet effet, que l'activité aquacole, en particulier l'aquaculture intégrée à l'agriculture, dans la wilaya, "commence à susciter l'intérêt" chez les professionnels du secteur agricole, soulignant que plusieurs fellahs adhèrent chaque année à l'idée d'investir dans ce créneau. Cet engouement s'explique par les

nouvelles mesures incitatives qui ont été prévues par la loi de finances 2024, estime le même responsable, ajoutant que les mesures prévoient des aides au profit des producteurs de poisson d'élevage, dont une aide de 50 DA pour chaque kilo de poisson produit et une réduction de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Par ailleurs, le secteur de la pêche et de l'aquaculture à Ain Defla a réalisé une production de plus de 301 tonnes de poisson en 2023, dont 273 tonnes de la pêche continentale et près de 28 tonnes provenant de l'aquaculture, a-t-il noté.

MÉDÉA

Modernisation des axes routiers

Les travaux de renforcement de plusieurs sections de la Route nationale (RN) 60A reliant les localités de Seghouane-Tlet-Douair et Aïn-Boucif, à Médéa, ont été lancés récemment dans le cadre d'un projet de modernisation de cet axe routier stratégique desservant les communes du sud-est de la wilaya, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Ces travaux concernent un linéaire global de 20 km divisé en trois sections, dont deux de 8,5 km chacune assurant la jonction entre Seghouane et Tlet-Douair pour la première et Tlet-Douair et Aïn-Boucif pour la deuxième. La troisième section de trois km de longueur est située à l'intérieur du réseau desservant la chef-lieu de commune d'Aïn-Boucif. Le projet est crédité d'une enveloppe de 850 millions de dinars destinée à financer l'ensemble des travaux de renforcement et d'élargissement des sections ciblées par l'opération de modernisation, a-t-on ajouté. En sus de l'optimisation des conditions de sécurité au profit des usagers de cette route, dont de nombreuses portions sont dégradées, le projet de modernisation en cours est appelé à contribuer au désenclavement de plusieurs agglomérations urbaines secondaires et villages, selon la même source. Le projet aura également un impact sur le développement des échanges commerciaux au sein des localités desservies et au niveau des zones limitrophes avec la wilaya de M'sila, en offrant aux agriculteurs, éleveurs et autres opérateurs économiques de la région, un accès rapide vers les marchés locaux.

ADRAR

Vers l'affectation de 35 nouveaux bus au profit de l'ETUSA

Le ministre des Transports, Mohamed El Habib Zahana annoncé, samedi depuis Adrar, que 35 nouveaux bus seront affectés à l'Entreprise de transport urbain et suburbain (ETUSA) d'Adrar, en vue de consolider et d'améliorer la qualité des prestations fournies aux citoyens.

S' rendant au parc de l'ETUSA, lors d'une visite d'inspection dans la wilaya, M. Zahana a indiqué que ce quota de bus qui renforcera l'ETUSA, devra contribuer à la création de nouvelles lignes et à améliorer la qualité des prestations fournies aux citoyens. Dans le même contexte, le ministre a exhorté à la nécessité de consacrer un atelier à la prise en charge des travaux d'entretien et de maintenance de l'équipement et d'oeuvrer à la formation de ses travailleurs, en vue de valoriser les biens de l'entreprise. Lors de cette visite, le ministre s'est également enquis de la qualité des prestations prodiguées au niveau de la Gare routière d'Adrar, où il a salué l'utilisation de la numérisation pour la réservation et le paiement électroniques, soulignant que le ministère avait consacré des enveloppes financières à la maintenance des gares routières afin de moderniser leurs services, leur permettre d'améliorer leurs performances et gérer leurs services de manière autonome. Après avoir

suivi un exposé sur la situation et les défis auxquels fait face le secteur dans la wilaya, M. Zahana a affirmé que son département ministériel a mobilisé, dans le cadre de sa stratégie de promotion du secteur, toutes les ressources matérielles et humaines nécessaires pour garantir des services de qualité aux normes internationales, à travers la fourniture de divers équipements, la formation des personnels, l'entretien et la modernisation de différentes infrastructures et le renforcement de la numérisation. Le ministre a affirmé, par la même, que la promotion et la modernisation des services de transports destinés aux citoyens étaient au cœur des intérêts du ministère, appelant les responsables de son secteur à sensibiliser les opérateurs privés à adhérer les démarches visant à la promotion du service public. Le premier responsable s'est dit satisfait des efforts consentis par les autorités locales pour la modernisation des services de l'aéroport de Touat "Chikh Sidi-Mohamed-Belke-

bir" (Adrar) devant programmer des vols internationaux directs vers les Lieux-Saints. La compagnie Air-Algérie a programmé des vols intérieurs supplémentaires depuis l'aéroport d'Adrar vers différentes destinations nationales, a-t-il rappelé, ajoutant que cette étape était le fruit des efforts continus de la compagnie. Lors de son inspection de cette structure, le ministre a insisté sur l'adaptation de l'ensemble des aéroports aux normes internationales des services en œuvrant à la mise en place de tous les équipements logistiques et à la formation du personnel afin de réunir les meilleures conditions aux passagers. Le ministre s'est rendu également au siège de la direction des transports au chef-lieu de la wilaya où il s'est enquis des conditions de travail des employés. La dernière halte du ministre était à la commune de Sbaa (Adrar Nord) où il a inauguré une nouvelle unité d'AGEFAL, une des filiales du Groupe public de transport terrestre de marchandises et de logistique "Logitrans".

BOUMERDÉS

Inauguration et entrée en service d'une maison de wilaya de l'artisanat et des métiers

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Didouche, a présidé, samedi à Boumerdés, la cérémonie d'inauguration de la maison de wilaya de l'artisanat et des métiers en présence des autorités locales et des représentants des associations civiles et des artisans. Dans une déclaration à la presse suite à l'inauguration de cette maison, le ministre a relevé l'importance de cet espace « qui abritera les artisans dans différents ateliers et les aidera à commercialiser et promouvoir

leurs produits, les encourageant ainsi à la créativité », appelant à la nécessité de « mettre cet édifice à la disposition des artisans dans les plus brefs délais en raison du besoin urgent dans les domaines de l'organisation et de la promotion de la profession ». Pour sa part, le directeur de la Chambre de l'artisanat et des métiers, Mohamed Lakhdari, a expliqué, lors d'une présentation sur cet espace vital, que cette maison spécialisée était située dans un emplacement « soigneusement choisi » au

centre ville de Boumerdés, à proximité de différentes institutions officielles administratives et de services tels que la gare, la gare routière et la bibliothèque publique et l'université. Selon le directeur, la réalisation du projet de la maison de l'artisanat et des métiers, qui a coûté 80 millions Da, s'ajoute à d'autres projets du secteur dont la wilaya a bénéficié au cours des années précédentes, notamment le Centre de l'Artisanat à la vieille Casbah de Dellys (est de la

wilaya), axé sur la formation et la promotion de l'organisation de l'artisanat de fabrication de paniers traditionnels renommé dans la région et à l'échelle nationale. Le secteur a également été renforcé dans la wilaya ces dernières années par la réalisation d'un centre de l'artisanat et des métiers dans la commune de Bordj Menaiel (est de la wilaya) dans le cadre du plan de développement de la wilaya visant à promouvoir cette profession.

CHANGEMENT D'ACTIVITÉ ET DE STATUT

Feu vert pour quatorze investisseurs à Constantine

Le wali de Constantine, Abdelkhalek Sayouda, a supervisé une cérémonie de remise de décisions de changement d'activité et de modification du statut juridique au profit des investisseurs. Cette action intervient en application des instructions du président de la République visant à encourager l'investissement, à lever les obstacles aux projets d'investissement achevés et à assainir les projets en cours. Ces décisions ont été étudiées dans le cadre de la commission de wilaya chargée du suivi et de l'assainissement des projets d'investissement en cours. Cela se déroule après la promulgation de la loi n°17/23 du 23 novembre 2023, fixant les conditions et modalités d'octroi des terrains économiques

relevant du domaine privé de l'État pour la réalisation de projets d'investissement, ainsi que de ses textes d'application. Cette opération s'inscrit dans une série de mesures prises par les hautes autorités du pays pour faciliter les projets des investisseurs et les accompagner jusqu'au démarrage de leurs activités. L'objectif est de promouvoir l'économie nationale, d'améliorer le niveau de vie des citoyens, et de créer des richesses et des emplois. Dans une première phase, quatorze investisseurs de divers secteurs d'activité ont été concernés, notamment dans les industries de transformation, l'agroalimentaire et les services. Une fois achevés, ces projets permettront de créer 3.352 emplois permanents,

sans compter les emplois indirects. Les autorités locales de la wilaya de Constantine, sous la supervision du wali, ont étudié toutes les demandes et dossiers soumis par les investisseurs. Elles ont activé les commissions spécialisées et offert les facilitations nécessaires pour permettre aux investisseurs de démarrer leurs activités. Cette opération a permis de lever de nombreux obstacles et contraintes qui entravaient les investisseurs, notamment en ce qui concerne le changement de forme juridique de leurs entreprises ou de leurs activités. Cela les a encouragés à achever leurs projets et à les mettre en service dans les plus brefs délais. Dans le cadre du déblocage des pro-

jets d'investissement achevés dans la wilaya de Constantine, 55 autorisations d'exploitation exceptionnelles, 18 autorisations d'exploitation ordinaires et 33 autorisations définitives ont été accordées. La cérémonie s'est déroulée en présence du président de l'Assemblée Populaire de Wilaya (APW), du secrétaire général de la wilaya, des membres de la commission de sécurité, et de la wali déléguée de la circonscription administrative d'Ali Mendjeli. De même que des députés, des chefs de daïras, des présidents d'Assemblées Populaires Communales (APC), des directeurs des services exécutifs concernés, des cadres de la wilaya et des représentants des médias.

SOUS-TRAITANCE INDUSTRIELLE

Un choix stratégique

La force de toute économie dans le monde est liée au développement de son tissu industriel et à sa capacité à relever les défis dans une époque où la concurrence s'accélère et s'intensifie. Afin de s'adapter à ces mutations, il était impératif, pour les établissements industriels, d'adopter des stratégies et des modes d'action qui leur permettent de répondre aux exigences du marché. Le domaine de la sous-traitance industrielle constitue l'une de ces stratégies les plus importantes.

Les économies modernes encouragent les relations de la sous-traitance industrielle, activité qui vise la fabrication d'un produit ou un ensemble de pièces au profit des établissements ordonnateurs, conformément à des spécificités et caractéristiques techniques définies et selon le résultat industriel à atteindre. La sous-traitance industrielle est apparue au début des années 1970, dans l'industrie du textile et du cuir, puis s'est étendue au domaine de la fabrication automobile et aéronautique ainsi qu'au secteur de l'industrie pharmaceutique, au début des années 1980. Pour sa part, la sous-traitance spécialisée est apparue en 1994 et s'est développée (avec les petites et moyennes entreprises) comme méthode visant l'exploitation optimale des capacités de production, à accroître l'efficacité, à améliorer la qualité et à réduire les dépenses. Aujourd'hui, plus de 50 ans après son avènement, la sous-traitance industrielle est devenue l'une des stratégies les plus adoptées et la plus grande capacité en termes de développement industriel. A titre d'exemple, le nombre d'affiliés à l'Association japonaise de développement de la sous-traitance a atteint plus de 100 000 affiliés, quant au nombre d'entreprises appartenant au secteur de la sous-traitance à l'Union européenne, il est estimé à 254 000 entreprises activant dans différents domaines, en particulier dans les industries de transformation, mécaniques et de produits médicaux. A l'instar de ce qui a cours dans divers pays, la mécanique et la métallurgie constituent les secteurs les plus employés pour la sous-traitance industrielle en Algérie, avec 67,66%, suivies de l'activité pharmaceutique, avec un taux estimé à 20,83%.

Stratégie nationale rationnelle

A la lumière des expériences pionnières des pays développés, l'Algérie a tracé une stratégie nationale dans l'objectif de renforcer et d'organiser l'activité de la sous-traitance industrielle à travers le soutien des entreprises émergentes pour en faire la locomotive devant conduire la transition de l'économie algérienne d'un système rentier vers un modèle reposant sur l'économie du savoir et d'autres secteurs productifs. Cette démarche a été initiée par Monsieur le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a affirmé : «Nous devons bâtir une économie reposant sur les petites et moyennes entreprises (PME), compte tenu de leurs potentialités en matière d'innovation et de création d'emploi.» Le soutien apporté par le gouvernement pour accompagner les jeunes dans la création des petites et moyennes entreprises s'est traduit par l'augmentation du taux de développement économique national hors hydrocarbures. Selon les données du Fonds



monétaire international (FMI), l'Algérie enregistrera le septième taux de croissance économique le plus élevé hors secteur des hydrocarbures au cours de l'année 2024. Pour être au diapason des mutations qui s'opèrent dans le monde, l'Algérie a mis en place des mécanismes aptes à faciliter l'activité de la sous-traitance industrielle, conformément à la loi d'orientation n° 17-02, parue en janvier 2017, pour la promotion des petites et moyennes entreprises. Cette loi met l'accent sur la nécessité d'accorder un grand intérêt à la sous-traitance afin d'intensifier le tissu de ces entreprises et les rendre plus attractives pour l'investissement. En ce sens, l'Algérie a décidé d'introduire la sous-traitance dans tous les domaines afin d'apporter une valeur ajoutée à l'économie nationale, et c'est la politique qu'elle a adoptée pour valoriser la mine de Gara Djebilet. A cet effet, le gouvernement a pris la décision d'arrêter la vente du fer brut et d'opter pour sa transformation en concentré de minerai de fer et produire des aciers de haute gamme afin de créer de la richesse. Selon les économistes, la transformation du fer en Algérie par les sociétés nationales ou même mixtes permettra une économie de devises pour l'Algérie de plus de 60 millions de dollars par an. Par ailleurs, l'Algérie dispose de plusieurs mécanismes qui renforcent le partenariat des petites et moyennes entreprises avec le grand patronat, algérien ou étranger. Elle tend à les encourager à rejoindre la tendance mondiale de la sous-traitance, à l'instar du Conseil national chargé de la promotion de la sous-traitance qui propose des mesures permettant une meilleure intégration des petites et moyennes entreprises dans l'économie nationale, et œuvre, parmi ses missions, à coordonner l'activité entre les centres de sous-traitance représentés par les Bourses algériennes de sous-traitance et de partenariat. L'Algérie est l'un des rares pays à

posséder une bourse de la sous-traitance, lancée en 1991, conformément aux recommandations du programme des Nations unies pour le développement et l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel. Les Bourses algériennes de sous-traitance et de partenariat sont considérées comme des associations à but non lucratif, composées d'entreprises publiques et privées, qui visent la création de systèmes et réseaux informatiques techniques pour faciliter les relations de production entre les PME, PMI et les ordonnateurs. Il est à noter que notre pays compte quatre centres de sous-traitance situés au Centre, à l'Est, à l'Ouest et au Sud.

L'Armée nationale populaire, acteur essentiel

L'ANP n'a pas tardé à employer et exploiter la sous-traitance pour renforcer son tissu industriel et, par conséquent, le tissu industriel national. Comme l'a souligné Monsieur le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale, l'industrie militaire «est l'épine dorsale de l'ANP et son nerf, compte tenu de son importance particulière et de son rôle efficace dans la promotion et le développement de l'industrie nationale». Dans cette optique, le Haut commandement de l'ANP a œuvré à l'adoption de stratégies visant l'augmentation de la production, la performance et l'utilisation optimale des ressources disponibles. En l'occurrence, comme l'a affirmé Monsieur le général d'armée, Saïd Chanegriha, chef d'état major de l'ANP, «le ministère de la Défense nationale aspire à développer des industries militaires nationales basées sur la domiciliation et le transfert des technologies, la diversification des domaines d'activités et des produits mis sur le marché national, de manière à

permettre à la plateforme industrielle militaire de consolider son rôle dans la redynamisation du tissu industriel de notre pays». Ainsi, le domaine de la sous-traitance industrielle a pris une importance accrue au sein des unités de production de l'ANP, étant un mode économique pionnier dans l'impulsion des relations d'intégration entre les différentes unités du secteur industriel. Son utilisation dans les domaines industriels devient plus large et plus diversifiée, vu son rôle important dans le renforcement des relations de partenariat industriel entre les grandes entreprises de production et les petites et moyennes entreprises, et son impact sur la densification du tissu industriel et la réalisation du développement économique. Dans l'optique de satisfaire ses besoins en la matière, le ministère de la Défense nationale conclut des partenariats avec des entreprises nationales, sous deux formes. La première s'inscrit dans le cadre de la sous-traitance et la seconde dans celui la sous-traitance inversée en devenant lui-même prestataire de services. C'est là une nécessité imposée par l'expansion du tissu industriel militaire national qui comprend aujourd'hui 15 établissements répartis sur divers secteurs de production (industries mécanique, électronique, chimique, textile, substances explosives et munitions...). Cela permet d'impulser une dynamique économique sur le marché national, en général, et la création de nouveaux postes de travail. En outre, la sous-traitance industrielle dans le domaine militaire permet de réduire la dépendance stratégique en matière d'armement à travers le développement des fabrications locales, ainsi que sa contribution à la relance de l'économie nationale. Ceci d'autant que la sous-traitance est un des choix stratégiques importants visant à soutenir les petites et moyennes entreprises. Dans le même contexte, l'ANP offre, à travers ses établissements de production, qu'ils relèvent de la Direction des fabrications militaires ou de la Direction centrale du matériel, d'importantes opportunités aux sous-traitants. La participation des établissements de production de l'ANP aux différentes éditions du Salon national de la sous-traitance industrielle constitue une occasion pour exposer une variété de produits et de prestations présentés au profit des entreprises nationales publiques et privées. Pour conclure, il est clair que l'activité de la sous-traitance industrielle constitue une nécessité inévitable et une équation gagnante pour toutes les parties puisqu'elle répond aux besoins croissants des grandes sociétés et contribue au soutien et au développement des petites et moyennes entreprises, outre son importante contribution à la domiciliation de l'industrie et au développement de l'économie nationale.

Source : Revue Eldjeich Avr2024

MAURITANIE

Lancement de l'étude sur l'état de préparation du pays de au commerce électronique

Le ministre de la Transformation numérique, de l'Innovation et de la Modernisation de l'administration, Mohamed Abdallahi Ould Louly, a ouvert, à Nouakchott, l'atelier de lancement d'une étude visant à évaluer l'état de préparation de la Mauritanie au commerce électronique. Dans son allocution à cette occasion, le ministre a expliqué que cette étude intervient en application des directives de Son Excellence le Président de la République, Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, visant à mettre le numérique au service de la modernisation de l'administration, de l'amélioration de l'inclusion sociale, de la promotion de l'innovation et de l'accroissement de la compétitivité de l'économie mauritanienne. Il a souligné que cette étude identifie les défis, les opportunités et les actions à entreprendre dans sept domaines clés: l'évaluation de l'état de préparation au commerce électronique, la formulation de stratégies, l'infrastructure et les services TIC, la logistique commerciale, la facilitation des échanges, les solutions de paiement, le cadre juridique et réglementaire, ainsi que le développement des compétences dans le domaine du commerce électronique et de l'accès au financement. Il a ajouté que l'évaluation de l'état de préparation du commerce électronique de la Mauritanie a été faite selon une approche globale impliquant toutes les parties concernées, notant qu'au cours de la période du 6 au 8 mars 2023, une série de consultations et de discussions thématiques ont eu lieu couvrant les sept axes de l'évaluation, ce qui a contribué à la rédaction du rapport, en plus des informations et des opinions recueillies par le biais de questionnaires en ligne. Un lancement international du rapport a été organisé le 6 décembre 2023 à Genève lors de la semaine du commerce électronique organisée par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Le ministre a remercié la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) d'avoir préparé ce rapport et l'Agence allemande de coopération et de développement économiques (GIZ) pour son soutien financier à cette évaluation.

TUNISIE

Baisse de la production d'électricité de 7%

La production totale d'électricité a enregistré, à fin février 2024, une diminution de 7% pour se situer à 2733 GWh (y compris autoproduction renouvelable) contre 2942 GWh à fin février 2023, d'après le rapport mensuel sur la Conjoncture énergétique, publiée par l'Observatoire national de l'énergie et des mines. La production destinée au marché local a légèrement régressé de 2%.

Selon l'Observatoire, les achats d'électricité auprès de l'Algérie et de la Libye ont couvert 17% des besoins du marché local à fin février 2024. Il convient de noter que la STEG conserve toujours la part du lion dans la production électrique avec 96% de la production nationale, durant les deux premiers mois de l'année en cours. L'électricité produite à partir de gaz naturel a baissé de 9%, alors que la production d'électricité à partir des énergies renouvelables s'est située au niveau de 5%. Par ailleurs, 227 MW de toitures photovoltaïques ont été installés dans le secteur résidentiel et 314 autorisations ont été octroyées pour une puissance totale de 112MW dans les secteurs industriel, tertiaire et d'agriculture. En ce qui concerne la pointe électrique, elle a enregistré une baisse de 8% pour se situer à 3073 MW à fin février 2024 contre 3337 MW à fin février 2023.



S'agissant des ventes d'électricité, elles ont légèrement diminué de 1% entre fin février 2023 et fin février 2024, en raison de la baisse des ventes des clients de la haute

tension (HT) et ceux de la moyenne tension (MT), respectivement de 16% et de 1%. Pour ce qui est des ventes basse tension, destinées majoritairement au secteur résidentiel (près de 75% en moyenne), les statistiques basées sur la facturation bimestrielle ne permettent pas d'avoir une idée exacte sur la consommation réelle. Les industriels restent les plus grands consommateurs d'électricité avec 62% de la totalité de la demande des clients HT&MT à fin février 2024. La majorité des secteurs ont enregistré une baisse des ventes, principalement les industries métallurgiques de base extractives (-15 %), les industries des Matériaux de Construction, de la Céramique et du Verre (-14%) et l'industrie du papier et d'édition (-11%), contre une hausse des ventes auprès des industries du secteur chimique et de pétrole (+10%) et les industries extractives (+10%).

HYDROCARBURES

L'Égypte renforce sa coopération avec Bahreïn

L'Égypte veut intensifier sa collaboration dans le secteur pétrolier avec Bahreïn. Tarek El-Molla, le ministre égyptien du Pétrole et des Ressources minérales, a rencontré, à cet effet, Fawziabint Abdullah Zainal, l'ambassadrice de Bahreïn près Le Caire avec laquelle il a évoqué de nouveaux projets de coopération énergétique. Un memorandum d'accord précisant les opportunités d'affaires pour les deux pays est en cours de préparation avec la possibilité de déboucher sur la signature de plusieurs accords. Cette initiative met en exergue une volonté de deux États d'approfondir leur partenariat en tirant notamment parti de leurs atouts respectifs dans l'industrie pétrolière.

ARABIE SAOUDITE

Comment l'adoption de véhicules électriques stimule l'agenda vert du pays

Le passage des véhicules traditionnels à moteur à combustion aux nouveaux modèles électriques s'est accéléré dans le monde entier, les entreprises et les consommateurs optant pour des modes de transport plus écologiques. Le Fonds d'investissement public d'Arabie saoudite souhaite produire un demi-million de véhicules électriques d'ici à 2030. Le Royaume a installé des bornes de recharge dans les zones publiques de Diriyah afin d'encourager la possession de véhicules électriques. Dans le monde entier, les véhicules électriques révolutionnent déjà les loisirs, les transports publics et la logistique, en réduisant l'empreinte carbone des déplacements, en améliorant la qualité de l'air et en réduisant la pollution dans l'air, sur terre et dans la mer. Alors que l'Arabie saoudite se lance dans une série d'initiatives environnementales destinées à relever les défis posés par le changement climatique et à

favoriser un développement économique durable, les VE sont devenus un domaine d'intérêt important. Le passage des véhicules traditionnels à moteur à combustion aux nouveaux modèles électriques s'est accéléré dans le monde entier, les entreprises et les consommateurs optant pour des modes de transport plus écologiques. L'Arabie saoudite ne fait pas exception. La compagnie nationale du Royaume (Saudia), a signé un accord pour l'acquisition de 100 jets électriques auprès de Lilium, concepteur du premier jet tout électrique à décollage et atterrissage verticaux. La transition des voitures ordinaires vers les véhicules électriques est en plein essor dans le Royaume. La tendance des VE va au-delà de la possession d'un véhicule personnel, avec la prolifération de tout ce qui va des scooters électriques aux bus électriques. Des discussions sont même en cours pour savoir si la technologie des VE sera bientôt appliquée aux avions et

peut-être aux voyages dans l'espace. Stephen Crolius, ancien conseiller climatique de la Fondation Clinton et actuel président de Carbon-Neutral Consulting, soutient l'idée de posséder un VE en raison de ses avantages environnementaux. Bien qu'il soit encore difficile d'éduquer le public dans certaines sociétés sur les avantages de la transition vers les VE, M. Crolius estime que les avantages l'emportent sur les inconvénients. "Pour qu'une transition de masse se produise sur n'importe quel front, il faut qu'il y ait un ensemble de circonstances qui la provoquent", a-t-il déclaré à Arab News. "Grâce aux encouragements du gouvernement, nous pouvons continuer à augmenter le volume (et) faire mûrir les industries, comme, par exemple, l'industrie des batteries, qui a beaucoup mûri au cours des 15 dernières années [...] le coût et le prix des batteries ont baissé de manière extraordinaire.

ZONE CEMAC

Le taux moyen de croissance économique annuelle projeté à 3,7% sur 2025-2027 grâce aux mines

L'Afrique centrale concentre en effet un des potentiels miniers les plus élevés au monde, avec des gisements de ressources stratégiques pour diverses industries qui sont toujours convoités par plusieurs multinationales.

Attendu à 3,6% en 2024, son plus haut niveau depuis une décennie, le taux moyen annuel de croissance économique de la zone CEMAC (Congo, Centrafrique, Tchad, Cameroun, Guinée équatoriale et Gabon) devrait légèrement augmenter à 3,7% entre 2025 et 2027, selon la BEAC. Une hausse que l'institut d'émission attribue au secteur minier.

« Depuis 2020, l'économie mondiale fait face à une série de chocs économiques de plus en plus récurrents, mais la base actuelle des exportations de la CEMAC, très peu diversifiée, affaiblit considérablement sa résilience aux chocs externes. En réponse à cette limite, plusieurs pays de la sous-région veulent tirer profit de leur potentiel minier et assurer leur croissance économique à moyen et long terme. En plus des revenus fiscaux supplémentaires, le dynamisme économique visé par cette option se traduit par la



création de nouvelles entreprises, le développement d'activités économiques secondaires gravitant autour du secteur minier (transport, restauration, gardiennage

et seconde transformation) et des opportunités qu'offrent les infrastructures dédiées à ce secteur (route, chemin de fer et énergie électrique) » lit-on dans le dernier rapport de la BEAC sur la politique monétaire.

« 5 projets d'exploitation de minerai de fer sont actuellement à un stade avancé et entreraient en production d'ici fin 2024, notamment au Gabon et au Cameroun ». La BEAC évoque notamment les projets de fer gabonais de Baniaka et Belinga, ainsi que ceux camerounais de Lobé, Mbalam et Grand Zambi.

La Banque anticipe également de nouveaux projets gaziers régionaux. « Compte tenu de la stratégie de diversification des fournisseurs de gaz entamée par l'Europe, plusieurs nouveaux projets gaziers importants devraient entrer en phase d'exploitation au Congo, au Cameroun et au Gabon » relaie Investir au Cameroun

NIGERIA

L'autorité portuaire obtient un prêt de 700 millions \$ de UKEF pour moderniser Apapa et Tin-Can

Les travaux prévus dans le cadre de cet investissement visent à améliorer l'efficacité des plateformes portuaires du Nigeria, et les mettre au pas de la dynamique compétitive de cette industrie en Afrique de l'Ouest. La Nigerian Ports Authority a annoncé avoir obtenu de UK Export Finance (UKEF) via Citibank, un prêt de 700 millions USD pour moderniser les ports d'Apapa et de Tin-Can Island à Lagos. Selon l'autorité portuaire, des négociations

sont en cours avec d'autres institutions bancaires pour financer la modernisation des ports de l'Est, notamment Calabar, Warri, Onne et Rivers, de même que de la reconstruction de la digue d'Escravos. Cette facilité est obtenue quelques mois après l'annonce par la NPA d'un plan d'investissement de 1,1 milliard USD dans les infrastructures des principaux ports du pays. Les grandes lignes du programme dévoilé en novembre 2023 révèlent que les travaux porteront sur

« l'amélioration de l'infrastructure physique de ces ports pour accueillir des navires de toutes tailles et augmenter le tirant d'eau des quais. L'augmentation du tirant d'eau vise à atteindre des profondeurs allant jusqu'à 14 mètres, ce qui rendra les ports nigériens plus compétitifs à l'échelle mondiale ». Le programme fait partie des réformes structurantes entreprises pour restaurer l'efficacité opérationnelle des ports, avant l'élaboration d'un schéma directeur

étalé sur 25 ans pour restructurer toute l'industrie. Outre les infrastructures, d'autres volets du programme comprennent la mise en place de solutions technologiques pour dématérialiser et digitaliser les services portuaires dont la complexité et les délais affectent l'efficacité des opérations. Actuellement, un comité national installé par le président Bola Tinubu se penche sur la mise en place d'un guichet unique pour les services portuaires.

GHANA

L'industrie avicole recherche un financement de 100 millions \$

Le Ghana dépend à hauteur de 80% des importations pour ses besoins en viande de poulet. La faiblesse de la capacité de production est l'un des principaux obstacles à son autosuffisance sur ce segment.

Au Ghana, l'Association nationale des aviculteurs (GNAPF) estime que l'industrie avicole a besoin d'un financement de 100 millions \$ pour se relancer. C'est ce qu'a déclaré Victor Oppong-Adjei, le président de l'association, qui se confiait à l'Agence de presse du Ghana (GNA) le 19 avril. Selon le responsable, cet appui financier s'il est obtenu, sera consacré à l'acquisition d'équipements modernes pour l'industrie des aliments pour animaux, l'élevage et la transformation en vue de stimuler la production et la commercialisation de produits avicoles. Pour la GNAPF, le défi est de surmonter les principaux obstacles qui freinent la croissance de l'industrie, notamment le coût élevé des aliments pour animaux, l'offre insuffisante de poussins d'un jour et le manque d'infrastructures. « Le poulet importé arrive en grandes quantités. Le prix est si bas que nos producteurs ne peuvent pas tenir la concurrence avec leur offre. Nous produisons à un coût très élevé » a déclaré M. Adjei.

Selon les données du département américain de l'agriculture (USDA), la production ghanéenne de viande de poulet est attendue à 70 000 tonnes en 2024 contre une consommation qui devrait atteindre 340 000 tonnes. Pour combler ce gap, le pays a recours à des importations massives, principalement depuis les Pays-Bas, les USA, la Pologne ou encore le Brésil.

Il faut de noter que le gouvernement prévoit aussi des mécanismes de soutien à l'industrie locale dans le cadre de la 2ème phase de son programme phare « Planting for Food and Jobs » (PFJ) qui cible l'autosuffisance en viande de poulet d'ici 2028.

ÉTHIOPIE

Le FMI fait état de « divergences » persistantes avec les autorités sur un nouveau programme d'aide

Les créanciers membres du Club de Paris pourraient annuler l'accord de suspension du service de la dette conclu avec l'Éthiopie, si ce pays ne parvient pas à un accord de principe sur un programme d'aide avec le FMI d'ici fin juin 2024. Des « divergences » persistent entre le Fonds monétaire international et les autorités éthiopiennes au sujet d'un nouveau programme d'aide en faveur de ce pays qui cherche à restructurer sa dette extérieure au titre du Cadre commun du G20, a rapporté Reuters le vendredi 19 avril, citant un haut fonctionnaire de l'institution financière multilatérale. « Les négociations se poursuivent. Des

divergences persistent » a déclaré Alvaro Piris Chavarri, chef de la mission d'experts du FMI qui séjournait à Addis-Abeba entre le 19 mars et le 2 avril. S'exprimant en marge des réunions de printemps du Fonds et de la Banque mondiale à Washington, il n'a néanmoins pas donné des précisions sur lesdites divergences. « Je suis prudemment optimiste. Les discussions prennent le temps qu'elles prennent » a-t-il lâché. L'Éthiopie et ses créanciers membres du Club de Paris avaient conclu l'année dernière un accord sur la suspension du remboursement de la dette bilatérale due entre le 1er janvier 2023 et le 31 décembre 2024. Début

avril 2024, les créanciers ont accordé à Addis-Abeba un délai supplémentaire de 3 mois courant jusqu'à fin juin 2024, pour conclure un accord de principe sur un programme d'aide avec le FMI. En l'absence d'une entente, la perspective d'une annulation de l'accord se profile, comme ils l'avaient déjà annoncé le 30 novembre 2023. Pour rappel, l'Éthiopie avait demandé début 2021 une large restructuration de sa dette extérieure au titre du cadre commun du G20. En parallèle, le pays a sollicité un programme d'aide auprès du FMI. Mais les 2 requêtes ont stagné en raison notamment du conflit qui a éclaté en novem-

bre 2020 entre le gouvernement central et des groupes rebelles dans la région du Tigré. Ce conflit a pris fin en novembre 2022 avec la signature d'un accord de paix qui prévoit notamment le désarmement des forces rebelles, le rétablissement de l'autorité fédérale au Tigré et la réouverture des accès à cette région plongée dans une situation humanitaire catastrophique.

Addis-Abeba s'est retrouvé en défaut de paiement en décembre 2023, après avoir été incapable d'honorer le paiement de 33 millions USD d'intérêts sur un eurobond d'un milliard USD arrivant à échéance à la fin de l'année écoulée.

LE POINT HEBDO DE L'INVESTISSEUR

Place à Microsoft, Alphabet et compagnie

Les incertitudes au sujet du calendrier de baisses de taux aux Etats-Unis et les tensions géopolitiques au Moyen Orient ont pesé sur la tendance cette semaine, d'autant que les premiers résultats de sociétés ont été accueillis de manière contrastée. Les opérateurs devraient ainsi limiter les initiatives dans l'attente de l'intensification de la saison des résultats et notamment des chiffres de géants de la Tech américaine la semaine prochaine.

Tops / Flops de la semaine

Tops
Hipgnosis Songs Fund Limited (+24%) : La société d'investissement dans les catalogues musicaux, en difficulté, a reçu plusieurs marques d'intérêt émanant de différentes parties au cours des derniers mois. Elle a finalement accepté une offre de rachat émanant de Concord Chorus. Concord, une des principales sociétés musicales indépendantes au monde, indirectement contrôlée par Alchemy Copyrights, a proposé 1,4 milliard de dollars, soit une prime de 32 % par rapport au cours de clôture d'Hipgnosis mercredi.
United Airlines (+22%), Alaska Air (+10%), American Airlines (+7%), Southwest Airlines (+7%) : United Airlines a publié des résultats trimestriels solides, avec un chiffre d'affaires en hausse de 9,6%, supérieur au consensus, et une perte nettement réduite, bien que grevée par l'immobilisation du Boeing 737 MAX 9. La compagnie aérienne a également dévoilé des prévisions de bénéfices optimistes pour le deuxième trimestre, portées par une forte demande pour les voyages estivaux, sur tous les segments de clientèle. Constat similaire pour Alaska Air, qui publie mieux que prévu, et pour ses homologues américaines, dopées par la reprise des voyages d'affaires.
International Distribution Services (+21%) : Le fournisseur britannique de services postaux et de livraison, maison-mère de Royal Mail et de General Logistics Systems, a rejeté une offre de rachat de 3 milliards de livres émanant du milliardaire tchèque Daniel Kretnisky, qui détient déjà 27.5% d'IDS via son véhicule d'investissement. Ce dernier annonce travailler sur l'amélioration de son offre.
Adidas (+15%) : La nostalgie, ça paye. L'équipementier sportif allemand a pris le pari, il y a quelques mois, de remettre au goût du jour les Samba, Gazelle et Campus, emblématiques modèles du siècle dernier, avec succès. Les ventes sont dopées, les résultats préliminaires sont supérieurs aux attentes, et le groupe a relevé ses perspectives pour l'exercice. Plusieurs analystes ont rehaussé leur recommandation et leur objectif de cours sur le titre, qui touche un plus haut de deux ans.
UnitedHealth Group (+14%) : En dépit de la cession de son activité au Brésil et d'une récente cyberattaque sur une de ses filiales, le géant américain de l'assurance maladie s'en sort bien. Il signe des trimestriels meilleurs que prévu, avec des revenus en hausse de 8.55% et meilleurs qu'attendus. Si l'on exclut les conséquences financières des perturbations pré-citées, le BPA ajusté s'offre une hausse de plus de 10%. Les prévisions du groupe pour l'exercice dépassent aussi les attentes du marché.
Genuine Parts Company (+11%) : Le spécialiste des pièces détachées pour l'automobile et l'industrie fait également état de résultats trimestriels solides. Chiffre d'affaires, bénéfice ajusté et marge sont en hausse, soutenus par une meilleure gestion des stocks, de la chaîne d'approvisionnement et un programme de réduction des coûts. Le groupe réaffirme sa confiance pour la suite de l'exercice en rehaussant ses prévisions de bénéfice, grâce à de belles performances en Asie-Pacifique et en Europe.
Naturgy Energy Group (+10%) : L'énergéticien espagnol, spécialiste du gaz naturel, intéresse les Emirats. La société TAQA d'Abu Dhabi a annoncé être en discussion avec les trois principaux actionnaires de la société, dont Criteria (qui détient 26,7 %) et deux fonds d'investissement privés (GIP et CVC, qui possèdent respectivement 20.7% et 20.6%), en vue d'une offre publique d'achat

sur l'ensemble du capital du groupe. Plus grande entreprise gazière d'Espagne, Naturgy est valorisée environ 22 milliards d'euros.

Flops
VinFast Auto (-30%) : Ça ne va pas mieux pour le constructeur vietnamien de véhicules électriques, coté aux Etats-Unis. Il fait état d'une perte accrue, et en dépit d'un chiffre d'affaires en hausse au premier trimestre, peine à convaincre le marché qu'il parviendra à atteindre son objectif de livrer 100 000 voitures cette année. Le titre abandonne près de 70% depuis début 2024.
Dr Martens (-28%) : Ce célèbre fabricant britannique de bottes souffre toujours de l'inflation qui affaiblit la demande, notamment aux Etats-Unis et de la part des grossistes. Le groupe a annoncé le départ de son DG et son remplacement par l'actuel directeur de la marque, et prévu un prochain exercice difficile, toujours pénalisé par les pressions économiques. Depuis début 2023, le titre cède plus de 64%, et plus de 84% depuis son entrée en bourse en 2021.
Biohaven (-21%) : La biopharma américaine a plongé cette semaine après avoir émis 5,6 millions d'actions à 41 dollars chacune pour lever 230 millions de dollars, pour les besoins généraux de l'entreprise.
Sartorius Stedim Biotech (-22%), Sartorius (-20%) : Sartorius Stedim Biotech, qui pâtit de vents contraires en Chine, déçoit. Après deux avertissements sur résultats en 2023, le fournisseur de produits et services dédiés à l'industrie pharmaceutique signe, pour le trimestre écoulé, un chiffre d'affaires en repli de 6.7%, un BPA divisé par plus de 2, et une marge en recul. Il maintient toutefois ses objectifs annuels. Il entraîne sa maison-mère dans sa chute.
ARM (-21%), ASM International (-9%), ASML (-8%) : Les acteurs européens des semi-conducteurs sont à la peine. Ils sont entraînés dans le rouge par les mauvaises publications du géant taïwanais du secteur TSMC. A la marge, le néerlandais ASML signe un bénéfice trimestriel en baisse ainsi qu'un recul des commandes, alors que ses ventes en Chine sont restées stables en dépit des restrictions d'exportations. Notons que l'analyste BNP Paribas Exane a dégradé sa recommandation sur le britannique ARM.
Wise (-15%) : La fintech britannique n'a pas démérité au dernier trimestre, avec des revenus en augmentation de 24% mais inférieurs aux estimations, en dépit d'une hausse de 14 % du volume de transactions. Le marché a également sanctionné le chiffre d'affaires annuel, inférieur de 1% au consensus, le ralentissement de la croissance de l'utilisation de l'application de transfert d'argent ainsi qu'un nombre de clients légèrement inférieur aux prévisions. Dans la foulée, UBS a réduit son objectif de cours sur le titre.
Tesla (-13%) : Décidément, l'ancienne star des marchés ne convainc plus. Après avoir annoncé cette semaine le licenciement de 10% de ses effectifs mondiaux, le constructeur américain est contraint de rappeler près de 3900 Cybertrucks, en raison d'une pédale d'accélérateur défectueuse, qui pourrait entraîner une accélération involontaire du véhicule. Les analystes s'inquiètent également du report de la sortie du Model 2, et de la priorité stratégique accordée au Robotaxi. Notons qu'avec plus de 40% de baisse depuis le début de l'année, le titre signe la pire performance du S&P 500 en 2024.
Prologis (-13%) : Le spécialiste américain des entrepôts signe du chiffre d'affaires et un bénéfice trimestriels en hausse. Mais craignant une baisse d'activité et des taux d'occupation à venir, causée par un ralentissement de la

demande de fret, il revoit ses prévisions de bénéfices à la baisse pour l'exercice. Les acteurs de la logistique souffrent des vents contraires qui balaient le secteur, dont la réduction des dépenses de consommation dans un contexte post-pandémique. Nous en parlions dans nos colonnes le mois dernier. Le titre abandonne 22% depuis le début de l'année.
Adecco (-10%) : Le marché de l'emploi se refroidit et pèse sur les performances boursières des recruteurs. Le nombre de postes à pourvoir recensé par le géant de l'intérim Adecco s'est tassé de 3% entre janvier et fin mars, après avoir déjà fondu de 4% sur les trois derniers mois de l'année précédente. Le groupe suisse est aussi tiré à la baisse par les résultats de son homologue britannique PageGroup, qui a signé un bénéfice trimestriel en baisse de près de 13%.

Matières premières

Energie : Cette semaine, le secteur pétrolier a été marqué par une tension accrue suite à des explosions survenues en Iran dans la nuit de jeudi à vendredi. L'inquiétude des investisseurs monte face au risque d'une escalade du conflit au Moyen-Orient. Les autorités israéliennes avaient récemment signalé leur intention de répondre à une importante offensive de drones et de missiles lancée par l'Iran, une situation qui pourrait mener les deux nations vers une confrontation directe et potentiellement déclencher un conflit régional. Face à ces événements, le prix du Brent de la mer du Nord pour livraison en juin a atteint 87 dollars le baril en fin de semaine, tandis que le West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en mai, s'échangeait à 82,6 dollars le baril sur le Nymex.
Métaux : Du côté de l'or, le métal précieux évolue toujours proche de ses plus hauts historiques, légèrement sous les 2400 dollars l'once en fin de semaine. L'or, qui a enregistré des gains importants cette année, devrait continuer à augmenter en raison des perspectives solides de la demande chinoise et

des incertitudes macroéconomiques. Son petit frère, l'argent, s'échange à 28,5 dollars l'once et le cuivre à 9615 dollars la tonne. Le palladium évolue vers les 1022 dollars et le platine à 936 dollars.
Produits agricoles : Examinons l'évolution récente du prix du cacao, qui connaît une envolée notable depuis le début de l'année. Vendredi, les contrats à terme du cacao ont grimpé à des niveaux quasi records, frôlant les 10.000 livres par tonne métrique sur l'Intercontinental Exchange (ICE). Cette progression rapide s'intensifie, portée par des indications d'une demande robuste qui persiste malgré l'escalade des prix. Le coût du cacao a triplé au cours des sept derniers mois. Czarnikow, une entreprise spécialisée dans les services de gestion de la chaîne d'approvisionnement, estime que les prix pourraient demeurer élevés pendant environ 18 mois. Le marché anticipe un quatrième déficit consécutif pour la saison à venir.

Place à Microsoft, Alphabet et compagnie

La semaine prochaine, deux statistiques américaines tiendront le haut du pavé : la première estimation du PIB du 1er trimestre (jeudi) et l'inflation PCE de mars (vendredi). Le marché s'intéressera aussi à la décision de la Banque du Japon sur ses taux (dans la nuit de jeudi à vendredi), avec un statu quo en vue mais une mise à jour des perspectives d'inflation. Les indicateurs PMI avancés d'avril (mardi), compléteront le tableau. Les résultats d'entreprises vont tomber dru avec une cinquantaine de groupes pesant plus de 100 milliards en lice. En Europe, SAP, Novartis, Roche, Air Liquide, Hermès, Nestlé, Sanofi, Schneider et TotalEnergies seront de la partie. Aux Etats-Unis, place à Tesla, Meta, IBM, Qualcomm, Boeing, Microsoft, Alphabet et Intel, pour n'en citer que quelques-unes. Il y aura donc fort à faire. D'ici là, passez une excellente fin de semaine.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 18 Avril 2024 Valeur : 22 Avril 2024				
P	BASE	DEVICES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR 	134.3151	134.3301
1	EUR	EURO 	143.5023	143.5720
1	GBP	POUND STERLING 	167.5588	167.6402
100	JPY	JAPANESE YEN 	87.0988	87.1142
1	CNY	CHINESE YUAN 	18.5536	18.5559
1	CHF	SWISS FRANC 	147.7289	147.8104
1	CAD	CANADIAN DOLLAR 	97.6624	97.6804
1	DKK	DANISH KRONE 	19.2346	19.2395
1	SEK	SWEDISH KRONA 	12.3319	12.3367
1	NOK	NORWEGIAN KRONE 	12.2207	12.2247
1	AED	UAE DIRHAM 	36.5672	36.5813
1	SAR	SAUDI RIYAL 	35.8049	35.8109
1	KWD	KUWAITI DINAR 	435.6636	435.8537
1	TND	TUNISIAN DINAR 	42.3120	42.7373
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM 	13.2292	13.2307
1	LYD	LIBYAN DINAR 	27.4392	27.5798
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA 	3.5365	3.5369
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	176.6444	176.6444

OR

Pourquoi le cours de l’or peut atteindre des sommets vertigineux

Le métal précieux a franchi les 2.400 dollars l'once ces derniers jours, et a repoussé ses records historiques à de multiples reprises, soutenu notamment par les tensions géopolitiques. Plusieurs banques ont revu à la hausse leurs prévisions sur l'or.

Indéniablement, l'or a le vent en poupe ces dernières semaines. La "relique barbare", comme la qualifiait l'illustre économiste John Maynard Keynes, a franchi récemment le seuil des 2.400 dollars l'once et évolue proche de son record historique, désormais situé à 2.431,52 (*) dollars. Depuis la mi-février, le métal précieux a bondi d'environ 20%. Comme nous l'avons précédemment écrit, cette hausse n'est pas évidente à expliquer car un facteur technique n'a pas eu son influence habituelle: l'évolution des taux et surtout les anticipations de taux. Plus les taux d'intérêt sont élevés moins théoriquement l'or a de l'attrait, toutes choses égales par ailleurs. Contrairement aux actions (avec des dividendes) et aux

obligations (avec des coupons), l'or ne produit pas de revenus. Son cours devrait en conséquence être malmené par une hausse des taux d'intérêt, car il devient alors de moins en moins intéressant d'investir son argent dans de l'or plutôt que de le placer. Or les rendements obligataires sont récemment remontés, le taux sur le titre de la dette américaine à dix ans ayant dépassé les 4,6% cette semaine, des niveaux qui n'avaient plus été tutoyés depuis novembre. Cette remontée est due à la persistance de l'inflation et de la croissance américaine, qui ont amené les investisseurs à se montrer plus prudents sur les baisses de taux de la Réserve fédérale américaine (Fed). Certains intermédiaires vont même jusqu'à évoquer une absence de baisse

voire un relèvement des taux. Cette évolution des anticipations de taux aurait théoriquement dû pénaliser le métal précieux, ce qui n'a donc pas été le cas. L'or a ainsi été influencé par d'autres facteurs. "Il est difficile d'identifier une seule source majeure d'achat en ce moment, ce qui suggère que les achats sont généralisés plutôt que concentrés sur un seul segment ou parmi une poignée de participants", juge UBS. Les achats des banques centrales ont probablement expliqué en partie le récent mouvement de hausse. Selon le World Gold Council, la banque centrale chinoise a, en janvier, augmenté ses réserves d'or pour le quinzième mois consécutif, les portant à 2.245 tonnes.

PORTUGAL

La Banque centrale améliore ses prévisions pour 2024

La Banque du Portugal a revu en hausse ses prévisions de croissance pour 2024, tablant désormais sur une hausse du PIB de 2% contre une précédente estimation de 1,2%, mais a mis en garde contre les risques liés à la nouvelle situation politique. L'économie portugaise doit "progresser de 2% en 2024 et de 2,3% en moyenne les deux années suivantes", a indiqué la banque centrale dans un communiqué. L'inflation doit se réduire cette année à 2,4%, après une hausse des prix de 5,3% en 2023. L'investissement est censé progresser de 3,6% et "les expor-

tations restent un des principaux moteurs de la croissance" portugaise, avec une hausse annuelle moyenne de 3,6% également sur la période 2024-2026. Au-delà des risques externes qui découlent des "tensions géopolitiques", d'un ralentissement de la demande internationale ou des restrictions de la politique monétaire, la Banque du Portugal évoque également des inconnues au plan national. "En interne, l'incertitude dans la conduite de la politique économique et les retards dans l'application des fonds européens représentent les principaux risques", précise-t-elle. En conférence de presse, le

gouverneur de la Banque du Portugal Mario Centeno a salué les bons indicateurs affichés fin 2023 par l'économie portugaise, au niveau de l'emploi et du revenu des ménages, qui a "résisté à l'inflation", mais aussi l'assainissement des finances publiques. L'ancien président de l'Eurogroupe a décrit la trajectoire de réduction de la dette du Portugal, passée sous le seuil de 100% pour la première fois en 14 ans, comme "véritablement spectaculaire". Après huit ans de gouvernements socialistes, dont M. Centeno a été ministre des Finances, le pays ibérique a viré à droite à l'issue des élections

législatives du 10 mars dernier, remportées de justesse par la droite modérée. Le nouveau Premier ministre Luis Montenegro a notamment promis d'augmenter les salaires de certaines catégories de fonctionnaires, une mesure populaire soutenue à la fois par l'opposition socialiste et par un jeune parti d'extrême droite qui a réalisé une forte progression électorale. Mais, au plan budgétaire, "il est nécessaire de préserver la stabilité dont nous bénéficions aujourd'hui", a prévenu le gouverneur de la Banque du Portugal vendredi.

GRÈVE DE LA FAIM, MANIFESTATIONS...

Des habitants des îles Canaries protestent face au surtourisme

Des habitants des îles Canaries protestent depuis plusieurs mois contre le modèle de tourisme de masse que connaît l'archipel espagnol depuis plusieurs décennies. Ils réclament une meilleure prise en compte des populations et de l'environnement. "Les Canaries n'en peuvent plus". C'est le nom d'une association créée en mars et à l'appel de laquelle des dizaines de milliers de personnes ont manifesté ce samedi 20 avril dans les

rues des principales villes de l'archipel espagnol, pour protester contre le tourisme de masse. Onze membres de l'association mènent par ailleurs une grève de la faim "illimitée" depuis le 11 avril pour appuyer leurs revendications. Selon la police ou les organisateurs, entre 20.000 et 50.000 personnes ont ainsi défilé, sifflé et scandé des slogans demandant la fin du tourisme tel qu'il est pratiqué aujourd'hui aux Canaries, afin de privilégier les populations locales et l'environnement.

Parmi les pancartes brandies, certaines clamaient "les Canaries ne sont pas à vendre", "moratoire sur le tourisme" ou encore "respectez l'endroit où je vis".

"Nous ne sommes pas contre le tourisme"

2,2 millions de personnes vivent de façon permanente sur les sept îles volcaniques et ensoleillées des Canaries, situées à l'ouest des côtes marocaines, qui ont accueilli l'an dernier 16 mil-

lions de touristes. Quatre habitants sur dix y travaillent dans le tourisme, qui représente 36% du PIB. Les organisateurs de la manifestation exigent notamment que les autorités limitent le nombre de touristes. "Nous ne sommes pas contre le tourisme. Nous demandons simplement qu'ils changent le modèle actuel, qui permet une croissance illimitée du tourisme", a déclaré à la télévision publique espagnole TVE l'une des manifestantes, Rosario Correo.

LEADER MONDIAL DU LAIT

Lactalis mise sur le Brésil et son énorme marché

Leader mondial des produits laitiers, le groupe français Lactalis mise sur le Brésil, cherchant à conquérir les consommateurs de ce pays-continent tout en relevant les sérieux défis pesant sur la production locale, à commencer par la faible productivité. Entre le géant français du lait et le Brésil, marché énorme et puissance agricole d'envergure mondiale, le rapprochement paraît logique. "On a encore un potentiel très important de développement", dit à l'AFP Thierry Clément, directeur général des opérations de Lactalis.

Tradition laitière

Si le Brésil fait surtout parler de lui pour sa production de viande, soja ou maïs, le pays a aussi une tradition laitière dont les produits vedettes sont les fromages et la confiture de lait. C'est le cas en particulier dans le Minas Gerais, Etat verdoyant du sud-est du Brésil grand comme la France, qui domine la production laitière nationale. A Para de Minas, près de la capitale régionale Belo Horizonte, des ouvriers s'activent autour des machines de conditionnement qui tournent à plein régime dans l'une des cinq usines d'Itambé. Le rachat en 2019 de cette coopérative locale, par l'intermédiaire de sa filiale Lactalis do Brasil, a permis au groupe français de se hisser au premier rang du marché laitier dans le pays, avec un chiffre d'affaires de 2,5 milliards d'euros en 2023. Il y compte désormais 22 sites et 12.000 employés. Yaourts, petits suisses, briquettes de lait fermenté et "requeijão", fromage frais similaire à de la ricotta, dont les Brésiliens sont friands: ce sont 150 produits qui sortent désormais de l'usine, qui collecte 30 millions de litres de lait par mois.

RENAULT GRAND KANGOO

Que vaut l'entrée de gamme diesel ?

Bien que s'évertuant à transformer des monospaces en SUV, Renault pense toujours aux amateurs d'espace et de diesel en proposant un moteur dCi sur son Grand Kangoo. Reste que la puissance limitée à 95 ch de cette version d'entrée de gamme laisse planer un doute quant à sa capacité à emmener une troupe de sept personnes en vacances...



Le Kangoo "VP" est sans doute l'un des véhicules les plus pragmatiques du marché. Fidèle au concept de dérivé d'utilitaire, il sait qu'avec l'émergence des SUV, sexy mais moins polyvalents que les monospaces qu'ils remplacent, il demeure celui que de nombreux chefs de famille en quête de polyvalence appelleront au moment d'effectuer un achat raisonnable. Sans doute l'une des raisons pour lesquelles cette troisième génération a adopté un air sérieux... Et il se veut d'autant plus terre à terre qu'il fait toujours appel à des motorisations diesels. Une bonne nouvelle sur un véhicule peu aérodynamique et amené à rouler chargé, surtout dans cette version "Grand Kangoo" disposant de sept places. Des places confortables d'ailleurs, puisqu'en gagnant 43 cm entre les plaques d'immatriculations, soit une longueur de 4,91 m hors tout,

cette variante "teckel" garanti un bel espace à tous les niveaux. Même s'il est parfois nécessaire d'arbitrer entre les rangs en faisant coulisser les cinq sièges arrière indépendants, ce Renault permet d'accueillir dignement sept adultes et quelques sacs de voyage. Et de jouer les déménageurs à l'occasion, du moins pour ceux qui ont le courage de soulever cinq fois 24 kg (et la place pour stocker !). De quoi faire pâlir tous les SUV du marché. Reste à savoir si le dCi d'entrée de gamme est à la hauteur de son gabarit hors normes. Le doute est permis, non seulement parce que sa cylindrée demeure réduite (1.5 seulement), mais aussi en raison de sa puissance modeste de 95 ch (soit moins que dans la petite Clio !).

La question est d'autant plus cruciale que le 1.0 TCE essence revenant plus cher à cause d'un malus supérieur à 3 000 €, cette motorisation fera figure de

ticket d'accès, et devrait permettre une économie de plus 1 200 € (taxes écologiques comprises) par rapport à la version dCi de 115 ch.

Ne chargez pas trop la mule !

Hélas, les premiers tours de route laissent rapidement apparaître un manque de tonus. Certes, le turbo est réactif dès 1 500 tr/mn, ce qui permet d'évoluer en ville et sur route sans trop tricoter avec le levier de la boîte six vitesses. Hélas, cela se gâte sur voies rapides, où ce grand Kangoo manque de reprises. Nos mesures à vide en attestent : pour passer de 80 à 120 km/h, il réclame environ 12s en quatrième, 15s en cinquième, et 18s en sixième.

Trop juste pour espérer emmener confortablement une petite troupe avec ses bagages. Dommage car, pour le reste, ce Kangoo est un bon compagnon de voyage, à la fois sobre (6,5 l/100 km

en moyenne selon nos relevés) et correctement amorti. Pour des voyages plus sereins, on conseillera donc la version 115 ch, d'autant plus que le bloc peut se montrer sonore (mais pas insupportable) quand on insiste sur les rapports intermédiaires. Du moins aux budgets confortables, la mouture la plus puissante imposant la finition haute Techno (2000 € plus chère que l'Équilibre). Côté tarifs justement, rien d'officiel concernant cette version allongée pour l'instant, mais sachant que le Kangoo 1.5 dCi 95 court réclame 28 340 € malus compris, le long devrait imposer un chèque avoisinant 30 000 €, au moins... Intéressant pour ceux qui ont besoin de 7 places, d'un grand coffre et éventuellement des sièges indépendants, notamment les déçus par le dernier Espace, même si le comportement routier et la finition sont un cran en dessous ici, ou ceux qui attendent, en vain, un Dacia Jogger Diesel...

La Lamborghini Miura atteignait 300 km/h. Vraiment ?

Le chef-d'œuvre de Sant'Agata Bolognese est l'une des plus belles autos au monde. Mais celle qui, sur le papier, affichait une vitesse de pointe de 300 km/h avait-elle réellement les moyens de ses ambitions ? Vrai ou pas, on lui pardonnera. Les grandes œuvres ne sont pas forcément parfaites. Parfois, leurs défauts éclairent leurs qualités pour les transformer en chefs-d'œuvre. En témoigne la Lamborghini Miura, celle sur qui on a déjà tout dit et tout écrit. Celle qui a tout inventé. Première supercar, première auto de série à moteur central (et transversal) arrière, c'est aussi la première qui a réellement tenté de rivaliser avec l'insubmersible Ferrari. Elle était aussi la plus rapide au monde, annoncée pour 300 km/h. Mais a-t-elle réellement atteint cette vitesse un jour ?

Trois fées pour la créer

Pour sa naissance, trois fées se sont penchées sur son berceau. Marcello Gandini, jeune designer de 27 ans embrigadé chez Bertone, Gianpaolo Dallara, l'ingénieur qui ne rêve que de course auto et Paolo Stanzani qui tente de coordonner les fantasmes des deux premiers.

Sans oublier Bob Wallace, pilote d'essai et metteur au point néo-zélandais. Tous travaillent sous l'œil un tant soit peu inquisiteur de Ferruccio Lamborghini qui veut faire oublier le semi-échec de la première auto d'Automobili Lamborghini sortie en 1965 : la 350 GT. Deux ans plus tard, au salon de Genève, la Miura est dévoilée. Les lignes de Gandini sont à couper le souffle. Le génial Italien, qui négligeait l'aérodynamique, se souvenant simplement des bouts de laine collés sur le prototype et filmées pour vérifier, légèrement, le bien-fondé de ses choix, a tracé des traits d'une fluidité visuelle jamais vu. Une improvisation ? L'auto a été conçue en quatre mois seulement, et techniquement, si elle est révolutionnaire, elle n'est pas totalement au point. Le V12 de 350 ch est bien au rendez-vous, mais l'auto est inconfortable, mal ventilée, et la visibilité à bord est quasi nulle sauf à l'avant. Quant au châssis TP 400, il fait son délicat. Pourtant, elle est donnée pour atteindre 280 km/h dans sa première version. Par qui ? Par quelle homologation ? Personne n'en sait rien et ne compte que la parole de Ferruccio. Le magazine français Sport Auto va pourtant la



tester et la chronométrer en cette année 1967. Mais elle n'atteint que 268 km/h. C'est énorme pour l'époque, mais pas au niveau des affirmations italiennes. Pas grave, à Sant'Agata on concocte une évolution de l'engin : une Miura S plus puissante, de 370 ch, avec des freins renforcés et un châssis revu et corrigé. Ainsi amélioré, le chef-d'œuvre italien devrait

atteindre les 300 km/h, c'est sûr. On est en 1968 et ça tombe à pic : Sport Auto prépare son numéro 100 et le fait d'afficher en Une la belle auto mesurée à cette vitesse ça claque. Direction une autoroute italienne pour le test ultime. José Rozinski, l'essayeur star du journal prend le volant. Il fait beau, mais un vent agaçant se lève. Rozinski écrira « après avoir atteint

288,6 km/h à 7 800 t/mn, je m'en suis tenu là par prudence, car la Miura S devenait pointue à tenir. » Et quand le pilote et journaliste, qui a également commenté les Grands Prix de F1 pour TF1 explique que la Miura est « pointue à tenir », on le croit sur parole, car cela signifie qu'elle est tout simplement impossible à "tenir" pour un conducteur lambda.

IA PAR CI, IA PAR LÀ : Elle arrive bientôt dans vos poubelles !

L'IA connaît un nouvel usage depuis quelque temps. Celui de reconnaître les anomalies dans les poubelles de déchets destinés à être recyclés.

L'intelligence artificielle, c'est n'est pas que les IA génératives stars telles que Gemini ou ChatGPT. C'est aussi une technologie très plastique, qui peut être utilisée pour de nombreuses situations très différentes. C'est ce que nous prouve la start-up française Lixo, dont l'IA est capable de repérer les anomalies dans les poubelles dédiées au tri sélectif. Ce qui devrait pouvoir entraîner à terme un gain financier intéressant.

L'IA repère les mauvais déchets

Lixo a eu une idée. Adapter l'IA aux problèmes rencontrés par l'industrie de la valorisation des déchets, problèmes issus du grand nombre de déchets jetés dans les mauvaises poubelles. Une caméra est ainsi fixée dans la trémie (réservoir) du camion, et prend des photos à la chaîne des déchets lors du déversement de chaque poubelle, photos ensuite envoyées à un mini-ordinateur installé dans l'habitacle, qui repère tout de suite les mauvais déchets. Un véritable enjeu, car ces anomalies ont tendance à coûter cher. « Un déchet jeté



dans la mauvaise poubelle coûte deux à trois fois plus cher à la collectivité » indique ainsi à 20 minutes le délégué de service public pour la métropole lilloise chez Veolia, Stéphane Caplier.

Les données devraient rester anonymes

Et il y a encore du chemin à faire. Lexo avait ainsi le mois dernier analysé quo-

tidienement quelque 8 000 poubelles, et sur près de la moitié d'entre elle, une anomalie au moins avait été repérée. Il s'agit en majorité de déchets en verre, en carton ou de sacs plastiques noirs. Certaines collectivités ont déjà adopté l'IA, comme la Métropole européenne de Lille (MEL).

Dans cette collectivité, 11 des 60 camions de ramassage intègrent l'équipement de Lixo, qui par ailleurs permettrait techniquement, et ce grâce à l'association des images de l'IA et l'étiquette RFID des poubelles, de repérer les foyers dans lesquels les anomalies se multiplient.

Une alternative à laquelle se refusent pour le moment les autorités. « Les données récoltées par l'IA lors des collectes sont et resteront anonymes. Il s'agit de faire de la pédagogie et non de cibler tel ou tel foyer » explique ainsi le vice-président en charge de la gestion des déchets, Régis Cauche. La Métropole cible plutôt les quartiers où les anomalies sont trop élevées pour « enclencher des actions de médiation et de sensibilisation des ambassadeurs du tri. » Et ainsi obtenir une meilleure prise de conscience des habitants.

FIABILITÉ ET SÉCURITÉ DES RÉSEAUX FILAIRES

Un défi pour les entreprises

Les interruptions de la connectivité filaire entraînent des temps d'arrêt importants, mais les obstacles à l'adoption empêchent les entreprises de compter sur la 5G pour résoudre leurs problèmes de connectivité. La connectivité des réseaux câblés n'est pas assez fiable pour répondre aux besoins attendus des entreprises américaines. Telles sont les conclusions du rapport annuel sur la connectivité « State of Connectivity 2024 » publié cette semaine par Cradlepoint, le fournisseur de réseaux WAN sans fil et edge, filiale du géant des télécommunications Ericsson. L'enquête, qui fait partie de ce rapport, montre que près de 90 % des personnes interrogées ont subi entre une et quatre heures d'interruption de la connectivité par semaine en raison d'une défaillance du réseau. Ainsi, plus de la moitié des décideurs (54 %) interrogés estiment que leur entreprise est confrontée à une à deux heures d'indisponibilité de la connectivité par semaine, tandis que 34 % déclarent subir jusqu'à trois à quatre heures d'indisponibilité par semaine en raison d'une défaillance du réseau. Selon l'enquête, qui s'appuie sur une recherche menée par Cen-

suswide auprès de plus de 1 000 cadres supérieurs d'entreprises comptant plus de 250 employés aux États-Unis, les temps d'arrêt peuvent avoir des conséquences importantes pour l'entreprise. Plus de la moitié des personnes interrogées (51 %) ont déclaré qu'entre 50 et 74 % de leurs activités dépendent d'une connectivité permanente, et 55 % d'entre elles estiment que les problèmes de connectivité ont un impact sérieux sur leurs activités. En particulier, pour 55% des personnes interrogées, les temps d'arrêt augmentent les coûts opérationnels ; pour 46%, ils sont responsables d'une inefficacité opérationnelle ; pour 38%, ils entament la réputation de l'entreprise ; pour 34%, ils peuvent entraîner une perte de talents, et pour 38% une perte de revenus.

La 5G comme option de secours

Les données de l'enquête montrent par ailleurs que pour lutter contre les problèmes de connectivité et éviter les effets secondaires négatifs de ces temps d'arrêt sur leur activité, les entreprises envisagent des options cellulaires. En particulier, afin d'assurer une meilleure connectivité pour des fonctions métiers et technologiques spécifiques, elles se tournent vers les ré-

seaux cellulaires pour remplacer ou compléter les connexions par fibre et par câble. Par exemple, 37% des personnes interrogées ont déclaré utiliser le cellulaire pour soutenir les systèmes de sécurité et de surveillance, et 33% l'utilisent pour l'infrastructure opérationnelle critique. Parmi les autres utilisations notables, on peut citer la signalisation numérique (31%), la gestion de flotte (31%), le soutien au travail à distance (30%), et l'Internet industriel des objets IIoT (29%). Par ailleurs, les observateurs du secteur note que le cellulaire, en particulier la connectivité 5G, devient de plus en plus attrayant pour les entreprises. Selon Enterprise Management Associates (EMA), 86 % des entreprises utilisent ou prévoient d'utiliser la connectivité WAN sans fil (4G/5G) dans leurs réseaux d'entreprise. Et 90 % de ces entreprises prévoient d'utiliser le Wireless Wide Area Network (WWAN) comme connexion réseau principale pour au moins une partie de leurs sites.

Une 5G complexe à maîtriser faute de compétences

Cependant, le rapport de Cradlepoint montre que les décideurs technologiques interrogés hésitent à se fier uniquement à la connectivité cellulaire, et ce, pour plusieurs raisons. Parmi les principaux obstacles à l'adoption de la 5G, 33 % des personnes interrogées citent le manque de compétences nécessaires, et 31 % mentionnent l'incertitude quant aux implications de sécurité au sein de leur entreprise. Par ailleurs, 32 % des entreprises interrogées se disent préoccupées par les coûts, et 29 % déclarent avoir « du mal à voir un retour sur investissement clair », même si le rapport indique que les réseaux cellulaires peuvent offrir un temps de disponibilité de 99,99 %.

La sortie de la 5G a donné lieu à un énorme battage médiatique et laissé entrevoir un énorme potentiel de transformation, mais le déploiement à deux niveaux, en mode Stand Alone ou SA (cœur 5G avec des infrastructures 5G) et en mode Non Stand Alone ou NSA (cœur 4G avec des fonctionnalités 5G sur des infrastructures 4G), combiné à un écosystème de terminaux insuffisant, a tempéré une grande partie de l'enthousiasme pour la 5G, en particulier lorsque les déploiements réseaux deviennent plus courants et que l'IIA occupe le devant de la scène technologique », a déclaré Jason Leigh, directeur de recherche, 5G et

services mobiles chez IDC, dans un communiqué. Les répondants à l'enquête ont également été préoccupés par la sécurité des réseaux, près de la moitié (49 %) des entreprises ayant déclaré avoir fait l'objet d'une attaque au cours des 12 derniers mois. Parmi les décideurs qui ont subi une attaque de sécurité réseau, 42 % ont déclaré que les données de l'entreprise étaient le plus souvent attaquées, et 35 % des personnes interrogées ont déclaré que les violations « entraînaient généralement une perte de données ». « Ces résultats montrent qu'il est urgent pour les entreprises de donner la priorité à une connectivité réseau résiliente et sécurisée alors que les industries américaines doivent faire face à des contextes économiques incertains, des technologies émergentes, des paysages de menaces avancées, des demandes croissantes des consommateurs et des pénuries de talents », a expliqué Donna Johnson, directrice marketing chez Cradlepoint, dans un communiqué. « Des réseaux contrôlables, évolutifs et sécurisés pour les fonctions critiques des entreprises découlent de l'adoption stratégique de la 5G », a-t-elle ajouté.

Mots fléchés

Dieu des vents	↓					Mirent en place	↓					Dieu celte	↓			Routes
Dieu des mers		Délaissé	↓		Chassent	↓	Action de refuser	↓		Actinium	→			Son altesse	→	↓
	↘										Brillant			Attente		
Habit		Massacre			Cubes de jeu	→				Grands oiseaux	→					
	↘		↓							Gros maillet	→					
Brûle-gueule	Ruthénium	→			Fille de famille	→						Rayon bronçant			Calme	
	Prompts	↓			Distinction au cinéma	↓										
							501 romain			Voies citadine	→					Monument funéraire
Services rapides						Tirés de la captivité	↓									↓
Petite pomme						Aluminium	↓									
				Fils d'Adam et Eve	→					Article			Adresse	→		
				Princesse phénicienne aimée de Zeus	↓											
Conforme à la perfection	→					Assassine	→						Issue de	→		
Fumet						Pascal	↓									
						Génitrice		Tellure			Exister		Petit poil	→		
													Grande ouverte			
Enlevé l'eau		Le plancher des vaches			Terme aux échecs	→				Couleur noire	→					
	↘		↓		Narrations	↓				Précaution	↓					
							Maison d'Italie	→						Un de nos sens		Ils élèvent, vendent des oiseaux
																Précis
Ville espagnole	Fais	→						État américain	→							
	Géantes effrayantes	↓						Pauvretés	↓							
							Sous la croûte	→					Bécasse	→		
							Fer	↓					Au dehors de la ligne			
Chapitres		Petit tour		Vers de deux syllabes		Menu	→				Hors d'ici !	→				
	↘		↓	↓		Grand et peu large	↓				Il a son drap					
										Têtu	→					
										Action de scout	↓					Mise
Muse de la poésie lyrique	→					Jeu	→						École technique	→		↓
Coutume						L'Irlande	↓						Dignitaire turc			
		Gisement	→										Ville de carnaval	→		
													Canton suisse	↓		
Pays arabe		Chariot pour rail	→							Multitudes	→					
		Possessif	↓							Groupe ment acétylé en chimie organique	↓					
						Remplace le RMI	→						Le propre de l'Homme	→		
Tamisée	→							Entre la hanche et le genou	→							

DÉCLARATIONS ANNUELLES DE RÉSULTATS ET DE REVENUS
DE L'EXERCICE 2023

**Le délai de souscription prorogé jusqu’au
31 mai prochain**

La Direction Générale des Impôts porte à la connaissance de l'ensemble des contribuables, que le délai de souscription des déclarations annuelles de résultats (série G n° 4 et série G n° 11), et de la déclaration annuelle de revenus (série G n° 1), relatives à l'exercice 2023, et des documents y annexés, est prorogé jusqu'au 31 mai 2024, indique la DGI dans un communiqué. Cette mesure concerne également la déclaration annuelle des prix de transfert, par télé déclaration, prévue à l'article 151 ter du Code des Impôts Directs et Taxes Assimilées. Aussi, étant donné que le 31 mai 2024 coïncidera avec un jour de congé légal, l'échéance est reportée au prochain jour ouvrable, c'est-à-dire le dimanche 02 juin 2024.

ENERGIE

**Arkab en visite de
travail dès
aujourd’hui à Ouled
Djellal et Biskra**

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, entamera une visite de travail et d'inspection dans les wilayas d'Ouled Djellal et de Biskra les lundi 22 et mardi 23 avril 2024, indique le ministère dans un communiqué. Au cours de cette visite, le ministre mettra en service, lancera et inspectera plusieurs installations et projets énergétiques liés à l'énergie solaire photovoltaïque et de raccordement au réseau d'électricité et au gaz naturel, ainsi qu'aux produits pétroliers, en particulier ceux destinés aux populations, aux agriculteurs et aux industriels. Le ministre, ajoute la même source, inspectera et mettra en service certaines installations et projets industriels miniers dans les deux wilayas.

IN GUEZZAM

**D’importantes
quantités de farine
saisies par la
Douane**

Les agents des Douanes, en coordination avec les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP), ont déjoué une tentative de contrebande de quantités considérables de produits de consommation subventionnés dans la wilaya d'In Guezzam. La marchandise saisie a été retrouvée, dissimulée dans deux camions, saisis par la suite alors que les cinq contrebandiers, tous de nationalités étrangères, ont été arrêtés et déferés devant les juridictions compétentes. Ces opérations consacrent « la coordination étroite entre les appareils de l'Etat dans le cadre de la mise en œuvre des instructions des autorités publiques visant à lutter contre la spéculation et la contrebande des produits subventionnés de large consommation, afin de préserver la stabilité du marché national et des prix, et de garantir un approvisionnement permanent du citoyen », conclut la même source.

Les Enjeux
Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 22 avril 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



LUTTE CONTRE L’ATTEINTE AU PATRIMOINE CULTUREL

**Une session de formation au profit
des cadres de la DGSN**

La ministre de la Culture et des Arts, Sorya Mouloudji, a présidé, dimanche à Alger, l'ouverture officielle de la 6e session de formation sur « la protection du patrimoine culturel et la lutte contre le trafic illicite des biens culturels », au profit des cadres de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), et ce dans le cadre de la célébration du mois du patrimoine. Le coup d'envoi de la 6e session de formation organisée par le ministère de la Culture et des Arts, en coordination avec la DGSN, au profit des cadres de la DGSN sous le thème de la lutte contre l'atteinte au patrimoine culture (21-25 avril en cours) a été donné à l'Ecole supérieure de Police « Ali-Tounsi », en présence du chef de cabinet du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, du directeur général de la Sûreté nationale et des cadres des corps de sécurité et de l'Armée. Mme Mouloudji a indiqué que cette session de formation s'inscrit dans le cadre de la célébration par l'Algérie du mois du patrimoine culturel qui se renouvelle chaque année du 18 avril au 18 mai, sous le slogan « Patrimoine culturel et gestion des risques dans un contexte de crises et de catastrophes naturelles », et ce en vue de « mettre en avant l'importance capitale du patrimoine matériel et immatériel, de débattre des différents questions sensibles et dossiers liés aux modes de gestion du patrimoine culturel en période de crises et de catastrophes naturelles, et de trouver des solutions permettant la mise en place des différentes stra-

tégies pour renforcer la protection globale du patrimoine culturel ». « Le phénomène de trafic de biens culturels étant la troisième activité criminelle après le trafic d'armes et de drogues, de tels dépassement nous amènent, aujourd'hui, a-t-elle dit, à redoubler d'efforts pour mettre en œuvre des accords communs et créer des commissions nationales et régionales qui œuvrent ensemble pour défendre le patrimoine de la Nation ». « Il y a, aujourd'hui, une prise de conscience de l'importance de la coopération commune et de la coordination des efforts pour protéger le patrimoine culturel national que recèle notre pays, étant une partie du patrimoine de l'humanité, la mémoire et l'identité de notre Nation, et ce dans le cadre de la lutte contre les crimes y afférents », a poursuivi Mme Mouloudji, soulignant la nécessité de contenir les menaces qui planent sur notre patrimoine riche et diversifié en avortant toute activité criminelle y afférente ». La ministre a mis l'accent sur « l'importance de l'action bilatérale et même collective pour sensibiliser l'ensemble des intervenants en matière de protection et de valorisation du patrimoine culturel pour contribuer au rayonnement culturel et renforcer la coordination opérationnelle, notamment dans la lutte contre le trafic des pièces archéologiques et les formes de criminalité organisée qui y sont liées ». La ministre a salué, à cette occasion, « le professionnalisme » des corps sécuritaire et mili-

taire, notamment la Sûreté nationale ainsi que « travail colossal que mènent ses différentes unités pour lutter contre les différentes formes d'atteinte au patrimoine culturel au niveau national, la plus grande opération de saisie ayant été enregistrée fin 2023 avec la récupération de deux trésors monétaires estimés à 15.346 pièces archéologiques grâce à la vigilance des corps de sécurité de la wilaya de Sidi Bel-Abbès. De son côté, le directeur général de la Sûreté nationale, Ali Badaoui, a affirmé que la question de l'atteinte au patrimoine culturel « revêt une importance majeure vu qu'elle repose sur le principe de la protection des propriétés culturelles dont regorge notre pays avec son patrimoine matériel, immatériel et intellectuel sur le double plan national et international », précisant que « ce principe se traduit par les actes criminels attentant à ce legs, que les services de sécurité enregistrent chaque année ». M. Badaoui a également évoqué les affaires traitées par les services de police dans le cadre de la sauvegarde des biens culturels nationaux, affirmant que ces affaires « témoignent de la poursuite des efforts visant à lutter contre les activités de certains réseaux criminels spécialisés dans ce domaine, notamment les biens mobiliers ciblés qui peuvent faire l'objet de trafic illicite ». Il a précisé que les enquêtes menées par les services de sécurité ont révélé « que certains groupes criminels organisés ont recours aux technologies de l'information et de la communication (TIC) pour attirer leurs clients ».

MÉDITERRANÉE

Mobilisation de plus de 60 millions \$ pour protéger la biodiversité marine

Un montant de 60,8 millions de dollars a été mobilisé par des organisations philanthropiques internationales ainsi que d'autres donateurs privés et publics pour soutenir les efforts de conservation marine, dans la région méditerranéenne, au cours des cinq prochaines années. L'objectif étant de préserver l'intégrité écologique de la mer Méditerranée. Des organisations philan-

thropiques entendent contribuer à l'objectif ambitieux de protéger 30% de la Méditerranée d'ici 2030, dont 10% sous forme de zones strictement protégées. Réputée pour la richesse de sa biodiversité marine et son statut de « hotspot » (point névralgique) mondial pour les espèces endémiques, la région méditerranéenne est confrontée à des menaces croissantes liées au changement climatique, à la pollu-

tion et aux pratiques de pêche non durables. Malgré les efforts déployés par le passé, seulement 8,33% de la Méditerranée bénéficie actuellement d'une protection, les réglementations étant souvent aussi faibles à l'intérieur des aires marines protégées (AMP) qu'à l'extérieur. En outre, à peine 0,23% de la région est entièrement ou fortement protégée. Reconnaissant l'urgence de la si-

tuation, les bailleurs de fonds ont souligné la nécessité de mettre en place une action décisive pour préserver les écosystèmes fragiles de la Méditerranée. Il s'agit notamment, de mettre un terme aux activités destructrices telles que le chalutage de fond et de renforcer la gestion des zones marines protégées existantes.

ANP

**Journées d’information sur le centre d’instruction
de l’infanterie Chahid Ahmed-Kadoudj d’Ain Arnat**

Des journées d'information sur le centre d'instruction de l'infanterie Chahid Ahmed-Kadoudj d'Ain Arnat (nord de Sétif) ont été inaugurées, dimanche au Centre d'information territorial de l'Armée nationale populaire (ANP) Chahid Laïfa-Bourokba, à Sétif, en présence des autorités civiles et militaires. Présidant la cérémonie d'inauguration de cette manifestation de 3 jours, le commandant du secteur militaire de Sétif, le colonel Rafik Ghouas, intervenant au nom du commandant de la 5ème région militaire, a souligné que ces journées « représentent une occasion de rapprocher l'institution militaire du citoyen et de consolider le lien armée-nation ». Il a indiqué que cet événement « permettra au public de s'informer

des différentes missions du centre d'instruction et des moyens pédagogiques utilisés pour former un militaire prêt au combat ». Le colonel Ghouas a également mis en avant le développement atteint par le centre d'instruction Chahid Ahmed-Kadoudj et les progrès considérables du corps de l'infanterie, ainsi que le renforcement de sa position au sein du système de formation de l'Armée nationale populaire. Un documentaire vidéo a été projeté, présentant ce centre qui relève du Commandement des forces terrestres, et qui est considéré comme l'une des réalisations importantes dans le cadre de la nouvelle approche adoptée par l'ANP fondée sur des structures de formation en phase avec les évolutions techniques et militaires, tout en offrant aux

jeunes de multiples opportunités adaptées à leurs aptitudes. Le rôle du Centre d'instruction d'Ain Arnat consiste à former des élèves sous-officiers du contingent, et des élèves gradés contractuels et du contingent. L'occasion a permis au public de s'informer sur le rôle du centre à travers les différents ateliers ouverts, où ils ont reçu des explications de la part des cadres de l'institution militaire au sujet des moyens de formation et des conditions de recrutement. De nombreux jeunes, approchés par l'APS dès l'ouverture de la manifestation, ont salué l'initiative d'organiser ces journées d'information qui leur permettent de mieux connaître leur armée et ses moyens de formation pour les différentes armes, et en particulier celle de l'infanterie.